

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

ÉTUDE

SUR

# LA MAIN-D'ŒUVRE EN INDO-CHINE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

~~Le mercredi 6 novembre 1907, à 4 heures 1/2.~~

*Le lundi 22 juin 1908*

PAR

LANGLOIS DES ESSARTS

---

*Président : M. LESEUR, professeur.*

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur.  
TRUCHY, chargé de cours.*

---

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—  
1907



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les  
thèses; ces opinions doivent être considérées  
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

ÉTUDE

SUR

LA MAIN-D'ŒUVRE

EN INDO-CHINE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le mercredi 6 novembre 1907, à 4 heures 1/2*

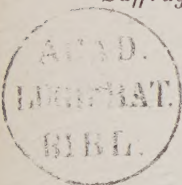
PAR

LANGLOIS DES ESSARTS

---

*Président : M. LESEUR, professeur.*

*Suffragants :* { MM. CHAVEGRIN, professeur,  
TRUCHY, chargé de cours.



---

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTES

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—  
1907

Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## INTRODUCTION

Les avantages des colonies ne sont souvent pas assez bien compris et il arrive la plupart du temps que les dépenses en hommes et en capitaux qu'elles occasionnent sont seules considérées. Cependant ces avantages sont d'ordre économique et politique.

Économique en ce qu'elles nécessitent une double émigration de personnes et de fonds dont les revenus en général très élevés augmentent par conséquent les moyens de consommation des capitalistes nationaux.

Politique en ce qu'elles constituent une condition de paix. Et comme le dit très judicieusement M. Girault : « Les crédits du Tonkin ont été la prime d'assurance contre les frais d'une mobilisation générale (1). » Les colonies sont pour les hommes actifs et intelligents qui ne peuvent se plier aux exigences

1. A. GIRAULT. *Principes de colonisation et de législation coloniale.*

du milieu métropolitain un champ d'action où ils trouvent une vie libre et indépendante qui les empêche parfois de devenir des déclassés.

L'industrie a fait de tels progrès depuis quelques années que les peuples ont été forcés de chercher de nouveaux débouchés pour leur commerce. La production intense décuplée par les inventions mécaniques a saturé le marché intérieur. Partout on a abandonné la politique libre-échangiste pour un protectionnisme systématique. Ce principe adopté dès 1880 n'a pu conduire qu'à une politique coloniale bien comprise. Les nationaux avaient besoin de nouveaux marchés et il était du devoir du gouvernement de leur en procurer sur lesquels ils auraient des situations de faveur.

Les colonies ne sont pas toujours une charge pour la Mère-Patrie. Ainsi l'Indo-Chine qui nous occupe particulièrement contribue pour 15 millions de francs à ses dépenses militaires. L'Office colonial, l'École coloniale, le Jardin colonial, l'Association cotonnière coloniale reçoivent une subvention annuelle de 500.000 francs de nos possessions.

Les emprunts émis en France rapportent aux rentiers de notre pays près de 20 millions de revenus. Les dépenses effectuées par les sept mille cinq cents fonctionnaires coloniaux pendant leurs congés sont évaluées à près de 10 millions. Sur les 800 millions du trafic colonial 400 représentent le com-

merce avec la métropole. En évaluant le bénéfice de nos commerçants sur ces commandes à 10 0/0, la France en retire encore 40 millions. Sur les autres 400 millions la moitié des intermédiaires sont Français et recueillent à 3 0/0 une dizaine de millions.

Les bénéfices réalisés par nos compatriotes habitant les colonies sont souvent considérables et la plupart reviennent jouir dans leur patrie des bienfaits de la fortune. Les efforts incessants multipliés pour produire dans nos possessions du coton, de la soie, du jute, etc., ne peuvent qu'augmenter leur richesse et par contre-coup celle de la Mère-Patrie. Plus les colonies deviendront riches, plus il leur sera facile de prendre de nouvelles dépenses à leur charge. Plus elles produiront, plus elles pourront acheter à la France et lui procurer ce qui lui est indispensable. Mais à quoi servent les territoires immenses, les sols riches en toutes matières si l'on ne peut les mettre en valeur, si l'on n'a pas les bras nécessaires pour travailler ? Aussi la question de la main-d'œuvre a-t-elle préoccupé tous les peuples colonisateurs et l'on peut dire que l'Économie coloniale est toujours ramenée à ce problème.

Jusqu'en 1848, la main-d'œuvre dans les colonies fut fournie par les esclaves. A cette date le décret du 27 avril déclare aboli l'esclavage et dans la constitution de 1848, l'article 6 décide que « l'esclavage ne peut exister sur aucune terre française ». Maintenant

le travail est libre et c'est depuis qu'existe cette liberté que se pose véritablement le problème de la main-d'œuvre. Comment obliger à travailler des indigènes qui n'ont aucun besoin ? Comment amener les individus nécessaires sur les territoires insuffisamment peuplés ? Les pays colonisateurs s'en sont toujours préoccupés sans pouvoir résoudre complètement le problème puisqu'il est plus que jamais à l'ordre du jour.

Le travail libre est bien supérieur au travail forcé. L'esclave accomplit sa tâche juste pour ne pas être puni, tandis que l'homme libre a un intérêt personnel qui le pousse à gagner davantage pour améliorer son sort et celui des siens. Plus son intérêt personnel sera grand, plus il travaillera et l'on sait que l'intérêt personnel est le moteur dominant de l'activité économique de l'homme. Il est donc nécessaire de le développer chez tous nos protégés, de leur faire comprendre que notre présence leur est avantageuse et l'on trouvera en eux de véritables associés qui rendront service à leur pays et au nôtre.

# PREMIÈRE PARTIE

## L'INDO-CHINE

---

### Chapitre premier

#### LE TERRITOIRE, LA POPULATION

La péninsule indo-chinoise est comprise entre le grand plateau tibétain, la Chine méridionale, les golfes du Tonkin, du Siam et du Bengale. Sa superficie est de 2.137.000 kilomètres carrés avec une population de 35.000.000 d'habitants. Les royaumes qui constituent cette zone intermédiaire entre l'Inde et la Chine sont : la Birmanie, le Siam, le Laos, le Tonkin, l'Annam, la Cochinchine, le Cambodge et la presqu'île de Malacca, prolongement de l'Indo-Chine vers le sud.

L'Indo-Chine forme la partie orientale de la grande péninsule indo-chinoise. Elle comprend les

deux bassins du fleuve Rouge et du Mékong. Ses limites sont : la Chine au nord et au nord-ouest ; la mer de Chine à l'est et au sud ; le Siam à l'ouest ; la Birmanie au nord-ouest. Sa superficie est de 697.800 kilomètres carrés.

Elle est composée de plusieurs provinces très distinctes : la colonie de Cochinchine, capitale Saïgon, superficie de 70.800 kilomètres carrés ; les protectorats du Cambodge, capitale Pnom-Penh, superficie 105.000 kilomètres carrés ; de l'Annam, capitale Hué, superficie 130.000 kilomètres carrés ; du Tonkin, capitale Hanoï, superficie 125.000 kilomètres carrés ; enfin du Laos, capitale Viêt-Tian, superficie 230.000 kilomètres carrés.

Le climat est chaud et humide ; mais n'est pas malsain dans son ensemble. Il est salubre sur certaines régions montagneuses.

L'Indo-Chine française renferme deux races principales : les Annamites et les Cambodgiens avec quelques tribus sauvages ou à demi-sauvages, des Laotiens, des Chinois, des émigrants asiatiques, des Européens. La race annamite qui est la plus importante peuple la Basse-Cochinchine, l'Annam et le Tonkin. Petits, nerveux, et d'une apparence plutôt faible, nos protégés sont cependant susceptibles de grands efforts de résistance dont seraient complètement incapables les plus vigoureux de nos régions européennes. Ils sont d'une sobriété extrême et avant

notre arrivée dans le pays, l'alcoolisme était chose inconnue. On buvait seulement quelques tasses d'alcool à l'occasion des fêtes.

La paresse est le plus grand défaut de l'Annamite et il passe sur son lit de camp à fumer ou à chiquer du bétel tout le temps qui n'est pas employé à cultiver sa rizière. Sa nourriture se compose de riz bouilli, de poisson et de légumes. Comme viande, il ne mange que des porcs et quelques volailles. C'est seulement dans les festins importants, au moment des grandes fêtes qu'il goûte au bœuf ou au buffle.

L'Annamite a beaucoup de bon sens et un grand talent d'assimilation : « Il s'arrête, dit M. de Lanessan (1), curieux et attentif, devant toutes les manifestations de notre intelligence et de notre travail. Et il apporte toujours dans cet examen non seulement le désir de comprendre ce qui lui est inconnu ; mais encore la volonté d'imiter ce qu'il voit. » On retrouve dans cette race les traits physiques et moraux du groupe mongolique, qui a peuplé la Chine méridionale, atténués ou transformés par l'action du climat, par les croisements avec les autochtones et surtout par le contact de l'élément malais. Cette combinaison d'influence a donné à notre protégé une sensibilité peu développée, une volonté qui répugne à l'effort, une intelligence dont l'imagination est absente et

1. DE LANESSAN. *La colonisation française en Indo-Chine.*

par suite incapable de créer quoi que ce soit. Leurs défauts et qualités dérivent de ces caractères fondamentaux.

La passion du jeu fait beaucoup de tort aux indigènes. Dès qu'ils ont reçu un salaire, ils s'empres- sent d'aller le jouer. Ils aiment aussi les distractions théâtrales. Les pièces sont empruntées aux souvenirs héroïques ou mythologiques de la Chine. Comme en Grèce et à Rome des jeunes gens remplissent le rôle des femmes. Il arrive fréquemment qu'en recrutant des travailleurs, l'administration soit obligée de leur promettre des représentations théâtrales pour les décider à accepter le contrat.

Les habitations sont presque toujours groupées par hameaux au milieu des rizières et sur les bords des arroyos. Construites en bambous, couvertes en chaume et bâties souvent sur pilotis on les nomme paillotes. A l'intérieur l'installation est très rudimen- taire, quelques ustensiles de cuisine en terre, des planches servant de lits, des tables et des sièges et cela leur suffit. Seuls les riches Annamites possèdent des pagodes édifiées à l'aide de bois précieux, sculp- tés et dorés, dans lesquelles s'élèvent les statues des divinités ou des animaux symboliques. Devant les simulacres des dieux est disposée une table de sacri- fice laquée et dorée. Les murs sont ornés de plaques de marbre sur lesquelles sont gravées des inscrip- tions dédicatoires. A l'exposition coloniale de Mar-

seille en 1906 on voyait une de ces demeures qui construite et meublée avec exactitude, en était un des principaux attraits.

La terre a toujours joué un rôle prépondérant dans les institutions sociales. L'agriculture, la possession du sol, le lotissement des alluvions des deltas et des fleuves sont des questions vitales pour la race. Le riz ayant besoin de beaucoup d'eau il s'en suit que l'Annamite est pêcheur en même temps que cultivateur. La constitution collectiviste de la commune et le culte des ancêtres expliquent comment la main-d'œuvre est si rare et si difficile à maintenir dans les régions montagneuses où cependant peut se développer la colonisation agricole européenne.

L'origine de la propriété foncière trouve son fondement dans le culte des ancêtres, dans le droit de conquête du sol, dans son appropriation par le travail. La vraie religion des Annamites est celle des ancêtres. En effet, pauvres et riches entretiennent avec soin l'autel sur lequel le culte est célébré dans chaque maison. Le chef de famille est le grand prêtre et son autorité s'étend sur tous les siens sans réserve. Le culte ancestral est le pivot de toute la morale.

La commune annamite<sup>(1)</sup> est née de l'organisation familiale. C'est le groupement d'un certain nombre

1. Elle a été réorganisée par l'arrêté du 27 août 1904.

de familles. Reconnue comme personne morale, elle est responsable de toutes les obligations de ses membres. « C'est sur la commune que reposent tous les services administratifs, judiciaires, financiers et militaires du royaume(1). » Une commune peut naître ou disparaître sans beaucoup de formalités. Si une famille, installée sur un territoire inhabité, veut en fonder une, elle s'adresse au résident de la province. Après enquête pour savoir si le terrain n'a pas de propriétaires, il donne l'autorisation. On désigne ensuite le maire qui devient l'intermédiaire entre la commune et l'autorité, ensuite les notables. Grâce à ce rouage organisé soigneusement nos rapports sont bien facilités avec nos protégés. Le maire répond de la tranquillité de la commune et de la levée des impôts. Que peut-on trouver de plus avantageux pour l'autorité française ? Cette commodité a frappé certains colons qui auraient voulu que cette responsabilité fût élargie dans l'intérêt de la bonne exécution de leurs contrats de main-d'œuvre.

Dans une commune déjà constituée le maire est choisi par les notables. Est notable, celui qui est inscrit au rôle, soit des impôts fonciers, soit de la contribution personnelle. Les fortunes étant modestes ce corps est peu nombreux. Il est évalué en moyenne à un notable par quinze habitants. La com-

1. DE LANESSAN, *L'Indo-Chine française*.

mune annamite a une importance politique et administrative. En lui donnant la personnalité civile nous en avons fait notre meilleur et plus sûr agent de colonisation : « L'administration, dit M. Doumer (1), peut tout obtenir des habitants par entente avec les représentants des villages. »

La réunion de plusieurs communes constitue le canton à la tête duquel se place un personnage indigène très important. Élu par les délégués de tous les villages, il devient le trait d'union entre l'État et les communes. Cette agglomération fictive est représentée auprès de l'autorité résidentielle par un interprète élu et investi de la confiance des habitants.

1. P. DOUMER, *La situation de l'Indo-Chine*.

## Chapitre II

### LES PRODUCTIONS

L'avenir de l'Indo-Chine dépend de ses habitants indigènes, instruits et dirigés par les colons français.

Les Européens donnent à l'exploitation de la richesse du sol ou du sous-sol la forme savante que comporte une mise en œuvre moderne. Avant notre arrivée la monoculture était seule employée dans le pays. Il y avait du riz et c'était tout. Nous y avons introduit et continuons à y introduire peu à peu les cultures dites « riches » qui n'empêcheront pas le riz de rester la production nationale et prépondérante de la péninsule. Les débouchés pour ce produit sont très nombreux. Notre colonie ravitaille l'Inde, Java, le Japon, l'archipel des Philippines et surtout la Chine où, malgré le développement de cette culture, il faut parer à de grandes famines.

Le riz trouve dans cette terre tout ce qui est propre à sa production. Il est récolté partout où il n'y a ni pierres, ni forêts et où il se trouve une certaine

quantité d'eau. L'indigène est arrivé par atavisme à être de première force dans cette culture et, à son point de vue, il n'a rien eu à apprendre de nous. Nous lui avons cependant permis d'étendre son activité sur un plus grand espace de terres, et grâce à notre protection il a réoccupé des terrains d'où il avait été chassé par la guerre.

D'un autre côté nous ne lui avons pas été complètement inutiles en ce qui regarde le perfectionnement de cette culture. Le paysan ignorait les engrais et cultivait en jachères. Il se contentait de gratter le sol de sa rizière et de le faire piétiner par ses buffles. Il n'existe pas une plante qui épuise le sol plus que le riz, aussi faut-il des labours profonds et des fumures bien comprises. Il arrive souvent que la nature se charge de rendre au sol l'acide phosphorique perdu, grâce aux nombreux détritiques organiques apportés par les inondations annuelles ; mais aussi il est nécessaire parfois de suppléer à la nature.

Le riz est le produit principal de notre colonie. Il sert non seulement à nourrir 16 millions d'Indo-Chinois ; mais aussi est exporté en grande quantité. De 1901 à 1904 la moyenne a été de 917.000 tonnes, soit 100 millions de francs. Il est cultivé dans toute l'Indo-Chine ; mais principalement dans le delta du Mékong en Cochinchine, dans celui du fleuve Rouge au Tonkin, dans ceux du Song-Ma et Song-Ca dans le Nord-Annam. Enfin au Cambodge sur les bords du

Mékong. Le rendement est très variable ; dans certaines provinces de l'est de Cochinchine, il est de 100 kilos de paddy (riz non décortiqué) à l'hectare ; dans d'autres de l'ouest, de 3.500 à 4.000 kilos.

Dans le bas Tonkin presque toute la terre disponible est utilisée. Certaines provinces ont 350 habitants au kilomètre carré. En Cochinchine la moitié seulement du delta est mise en valeur, c'est surtout l'ouest qui a des terres libres. Cela provient de la rareté de la main-d'œuvre. Cette colonie est cependant un des plus importants pays exportateurs de riz.

La métropole ne demande pas une grande quantité de riz. La moyenne depuis 1900 est de 170.000 tonnes ; mais, en revanche, le commerce avec l'extrême Orient est considérable. Hong-Kong reçoit une partie de la production de notre possession et en réexporte beaucoup vers la Chine méridionale. L'empire du Milieu offrira toujours un débouché très avantageux vu sa population nombreuse qui s'accroîtra de plus en plus avec le développement industriel. Le riz est très demandé par l'industrie qui en tire des farines, amidons, vermicelles, pâtes alimentaires, alcools.

Le maïs se rencontre au Tonkin et en Annam ; mais on pourrait le cultiver sur une vaste échelle dans l'est de la Cochinchine, au Cambodge et au Laos. Le commerce avec la France est peu important et cependant l'on sait que les États-Unis en inondent

nos marchés. Notre colonie pourrait lutter avec succès contre cette puissance ; car, les rendements de certaines régions sont comparables à ceux de l'Amérique.

On trouve aussi des millets, des petits haricots verts très employés par l'armée japonaise. Cette culture en prenant plus d'extension deviendrait un produit avantageux d'exportation. Le manioc est peu répandu. Les légumes ne sont pas assez cultivés puisque tous les ans la Chine nous fournit pour 1 million 1/2 de francs de légumes frais, secs et salés servant à l'alimentation des Européens et des indigènes de l'Indo-Chine.

Les fruits suffisent à peine à la consommation locale. Les ananas de Cochinchine, les bananes sont à peu près les seuls qui soient exportés. Le poivre trouve son principal débouché dans la métropole. Elle en consomme 3.600 kilos et notre possession en produit 4.895. Pendant longtemps la Cochinchine seule a vendu au dehors, et maintenant le Cambodge marche sur ses traces, le centre de l'Annam aussi. Mais c'est une culture qu'il n'est pas nécessaire d'étendre, les débouchés étant insuffisants.

La Chine est un des principaux marchés où se vend la cannelle. La France en demande peu. Dans le Nord-Annam se trouvent des canneliers dont les produits sont très goûtés des Chinois. On en rencontre aussi à l'état sauvage au Laos et au Cambodge. En cultivant au Tonkin la cannelle de Chine, l'ex-

portation pourrait être augmentée. Les Célestes demandent aussi beaucoup des cardamones très employés dans la pharmacopée chinoise.

Le thé arrive en tête des produits d'exportation. Malgré cela notre colonie aurait intérêt à étendre cette culture. La Chine en fournit en effet à la Cochinchine de 1.200.000 à 1.500.000 kilos par an. C'est en 1897 que l'exportation a commencé dans les autres parties de l'Union. En 1904, elle atteignait 324.700 kilos. L'Annam et après lui le Tonkin en tirent de gros bénéfices. Ces thés peuvent rivaliser avec ceux de Ceylan et égalent presque ceux de Chine. En perfectionnant l'éducation des indigènes pour cette culture on obtiendra un produit parfait.

Le café devient aussi matière à exportation. Le Tonkin en a expédié en France 140.000 kilos en 1904. La Cochinchine, le Cambodge en produisent aussi. Nos cafés coloniaux peuvent être cultivés avec profit, ils trouveront toujours chez nous un marché très important. Ils n'entrent que pour un centième dans notre consommation. L'exportation du sucre est insignifiante. Toute l'Indo-Chine est pourtant très apte à la culture de la canne surtout le Tonkin et l'Annam.

La culture du coton donne des résultats, au Cambodge, sur les berges du Mékong que l'inondation annuelle fertilise. La récolte peut être de 7.200 tonnes les bonnes années ; mais elle varie d'une année

à l'autre. Tout dépend de l'inondation. Le Laos est aussi propice à cette plante ; mais sur ces deux territoires la pénurie de population fait beaucoup de tort à la cueillette. La variété que fournit le Cambodge est aussi très appréciée des Japonais. En 1904 il en a été exporté de Saïgon pour le Japon 3.575 tonnes non égrené et 1.269 égrené. La province de Thanh-Hoa dans le Nord-Annam est encore un centre important. De même certaines régions du Tonkin (Nam-Dinh et Ninh-Binh) et de l'est de la Cochinchine (Baria surtout). L'extrême Orient absorbe toute la production et elle ne lui suffit pas. Les trois filatures du Tonkin en importent annuellement pour près de 3 millions de francs de l'Inde.

Aucun sol n'est plus favorable à cette plante que celui de nos possessions, et il serait à souhaiter qu'une grande extension soit donnée à cette culture. Là, les débouchés sont innombrables vu la grande consommation du textile moderne. Le Sud des États-Unis a presque à lui seul, avec un appoint venu d'Égypte et de l'Inde, le monopole de cette production. C'est ce qui rend les cours aussi élevés au grand détriment des industries métropolitaines. On se souvient en 1903-1904 les grandes pertes qu'ont subies les filatures à cause de la mauvaise récolte des États-Unis. Les économistes s'en sont émus et c'est avec beaucoup de zèle que l'association cotonnière coloniale s'efforce d'augmenter les pays pro-

ducteurs. Elle a fait beaucoup, mais elle a encore beaucoup à faire surtout en Indo-Chine.

Le jute se rencontre dans quelques provinces du Tonkin (Nam-Dinh, Bac-Ninh, etc.). Les Chinois l'achètent en lanières pour en faire des nattes. Il serait utile qu'une industrie en fabricant des sacs l'emploie dans notre colonie. En effet pour renfermer les riz, poivres, coprahs, etc., on est forcé de les faire venir du Bengale. La ramie est très en usage pour la confection des filets de pêche. Le chanvre se trouve en assez grande quantité dans le Nord-Annam et au Laos sur les frontières de Chine.

Parmi ces multiples produits dont la culture, les usages et le trafic, enrichissent à la fois la Mère-Patrie et nos colonies, il est bon de citer ici, l'un d'eux qui, bien qu'utilisé depuis longtemps, a acquis dans ces derniers temps un regain d'importance, grâce aux progrès de l'hygiène et aux récentes découvertes scientifiques. Je veux parler de la « fibre de coco décellulosée » et de « sa cellulose amorphe ». L'Indo-Chine, comme beaucoup de nos colonies placées dans la zone équatoriale, peut cultiver le « cocotier-crucifera » et en retirer de grands avantages. Il y a seize ans, un de mes compatriotes, le D<sup>r</sup> Pierre Hospital, médecin-chef de l'établissement d'aliénés du département du Puy-de-Dôme, par suite de circonstances qu'il serait trop long d'exposer ici, conçut l'idée d'employer cette précieuse fibre, qui est

inoffensive et incorruptible, à la confection des lits de certains de ses malades. Les résultats furent si favorables que les pouvoirs publics en autorisaient désormais l'emploi et beaucoup d'établissements similaires l'adoptaient également.

L'inventeur saisit de cette utilisation plusieurs importantes maisons d'importation coloniale. Il arriva alors que la fibre primitivement affectée aux souffrants s'étendit aux bien portants. Et franchissant un dernier pas elle entra dans l'industrie sous mille applications différentes, et encore n'est-ce que le commencement. Il n'était que temps de s'y mettre ; car sous ce rapport l'Angleterre nous serre de près avec sa fibre qu'elle retire de l'extrême Orient. Dans beaucoup de littoraux, cette fibre inutilisée était abandonnée. Aujourd'hui on la recueille avec soin et en différentes régions de nombreuses plantations de cocotiers ont été effectuées. L'arbre donne des fruits au bout de quatre ans, et sa culture est très rémunératrice.

Quant à la cellulose c'est une substance curieuse, encore peu connue ; mais les quelques applications qu'on en a déjà faites font prévoir et espérer un avenir industriel brillant et à courte échéance. En Indo-Chine il n'en figure pas encore à l'exportation, aussi serait-il bon de cultiver le cocotier sur une vaste échelle, puisqu'on peut trouver pour sa fibre seule d'importants débouchés. Elle y est déjà utilisée sur

place pour la fabrication des cordages et des brosses. De plus, le coprah est très employé, et la Cochinchine qui seule en exporte n'a atteint jusqu'ici que 5.000 tonnes. En Cochinchine, en Annam, et surtout sur les bords du golfe du Siam au Cambodge se trouvent des régions très favorables à cet arbre.

Les forêts indo-chinoises renferment des quantités considérables de lianes à caoutchouc. Certaines donnent une matière première excellente. Les caoutchoucs appelés « Tonkin » sont cotés 10 à 12 francs le kilo. Avec l'extension qu'a prise cette industrie, notre colonie a tout à gagner en se lançant dans cette culture. En 1904 il n'a été exporté que 177.000 kilos. Mais aussi jusqu'ici les lianes n'avaient pas donné une production régulière. Les indigènes coupaient sans aucune méthode au lieu de faire une simple incision. Le service forestier en a pris la haute direction et a planté depuis des arbres à caoutchouc qui ont donné d'excellents résultats. Ils procurent un rendement plus sûr que celui des lianes.

Le tabac donnerait de gros bénéfices à ceux qui développeraient cette culture dans l'est de la Cochinchine, dans le sud Annam et dans quelques vallées du haut Tonkin. Les produits médicinaux, les essences, les parfums peuvent trouver des débouchés avantageux.

Les peaux de bœufs et de buffles figurent parmi les produits très exportés. La moyenne en est de

150.000 tonnes par an. Ce n'est rien encore à côté de ce que peuvent fournir le Cambodge et le Laos. En effet ce sont des pays d'élevage par excellence, surtout au Laos où les plateaux de Tràn-Ninh arriveraient à nourrir des troupeaux considérables. Et là au moins une main-d'œuvre très réduite serait suffisante.

Les jaunes d'œufs, les plumes de volailles, les soies de porcs, les huiles et graisses de poisson, le sel marin sont matière à une très active exportation.

Le charbon, l'étain, l'or, les minerais de fer ouvrent de vastes champs à l'exploitation. Le commerce des bois peut être très rémunérateur. Il y a environ six cents types de bois dans notre colonie et dont on voyait de nombreux spécimens à la dernière exposition coloniale de Marseille.

Cette étude rapide des richesses de l'Indo-Chine était indispensable pour bien montrer la nécessité de la mise en valeur et les heureux résultats que l'on pourrait obtenir avec une main-d'œuvre bien appropriée. Les produits sont abondants, les débouchés nombreux, les voies de communication terrestres et fluviales ont été tracées avec soin par les différents gouverneurs, il s'agit maintenant de tirer le meilleur parti possible de l'état actuel.



## DEUXIÈME PARTIE

### LA MAIN-D'ŒUVRE

#### Notions générales.

Abondante et facile, la main-d'œuvre est mal répartie et tous les essais pour y remédier n'ont donné que des résultats médiocres. La densité de la population est très inégale. Ainsi dans les deltas du fleuve Rouge, du Mékong et dans certaines vallées de l'Annam on compte jusqu'à 350 habitants par kilomètre carré. Ces régions sont parmi les plus peuplées du globe. En effet, en France le département du Nord qui est considéré comme supérieur à la moyenne n'a que 323 habitants par kilomètre carré. Mais en revanche le Haut-Tonkin, certaines parties du Cambodge, de l'Annam, du Laos ont une population tout à fait insuffisante pour la mise en valeur.

L'émigration des régions peuplées vers celles qui le sont moins serait à souhaiter ; mais elle est imperceptible. Le seul courant sensible est celui du delta

vers le moyen Tonkin. En 1898 on a dirigé sans succès un certain nombre d'émigrants coolies agricoles de l'Annam vers la Cochinchine. En 1905 on a songé à employer pour repeupler les hautes vallées du Tonkin et spécialement celle du fleuve Rouge les coolies établis sur les chantiers du chemin de fer de Yen-Bay-Lao-Kay. On a essayé de créer des villages ; mais cela n'a donné aucun résultat.

L'Annamite est sédentaire et attaché à son village, il ne se déplace que contraint et forcé. Le tempérament, l'état social, les instincts de nos protégés sont incompatibles avec les nécessités de la colonisation agricole. Tout ceci est très bien dépeint dans une lettre d'un colon au syndicat des Planteurs en 1899 :

« Un point mérite notre attention, dit-il ; c'est l'état d'âme de l'Annamite. Habitué depuis des siècles à tourner dans un faible rayon autour de son village (la plupart ne l'ont jamais quitté), soumis à des lois, traditions ou habitudes, non seulement bien définies ; mais encore parfaitement entretenues sous la sévère discipline du conseil des notables de chaque village, notre indigène vit presque sans préoccupations. A date fixe, il ensemeuce ou il récolte ; il va au marché ou à la pagode, il paie ses impôts et accomplit ses prestations, ce sont là ses seuls soucis.

« Mais faites-le sortir de son village, rompez ce faisceau d'habitudes et de traditions qui l'enveloppent, la nostalgie s'empare de lui et vous le voyez

dépérir comme un enfant brusquement sevré. Il est inquiet, il n'aime et ne cherche que le changement d'occupation, jusqu'au jour où vous apprenez qu'il est parti. »

On voit que les paysans annamites sont dignes du plus grand intérêt. Avant tout terriens, ils se reconnaissent très capables de mettre leurs terres en valeur sans avoir besoin du concours des étrangers. Les doléances des colons dans les journaux de l'Indo-Chine montrent que la colonisation agricole est une erreur politique et économique.

C'est une erreur économique, car elle fait double emploi, l'objet visé étant la fonction véritable des indigènes, fonction dont ils s'acquittent avec de meilleurs résultats que nous.

C'est un danger politique ; car, elle crée une hostilité et un mécontentement envers nous qui pourraient amener des révoltes. En outre, il est préférable d'augmenter dans notre intérêt les propriétaires fonciers indigènes. Laissons aux natifs le domaine de l'agriculture tout en les dirigeant, en augmentant leur éducation agricole. Conservons le domaine du commerce et de l'industrie où nous trouvons un champ vaste et libre. Là, nous ne nous rencontrons pas avec les indigènes qui n'ont aucune des qualités et connaissances nécessaires. Au lieu d'être en opposition d'intérêt avec eux, nos efforts tendront vers le même but puisque agriculture, industrie et commerce

sont intimement liés et découlent les uns des autres.

L'Annamite ouvrier des champs est assez commode à conduire. Il n'aime pas qu'on soit continuellement à le surveiller, ce qui est pourtant indispensable vu sa légèreté. Sa production en travail n'égale que la moitié de celle de l'ouvrier français. Sauf pour les travaux de terrassements où les entrepreneurs le trouvent supérieur à nos métropolitains. En effet certains font jusqu'à 2 mètres cubes de remblai par jour, extrayent la terre et la mettent en place à 20 mètres. Mais aussi ces ouvriers étaient employés à la tâche ce qui est toujours préférable.

Les prix de main-d'œuvre ont augmenté considérablement depuis quelques années. Ils ont crû de près de 30 0/0, on attribue cela aux travaux importants civils et militaires qui emploient une main-d'œuvre très nombreuse. Ce qui rend encore les ouvriers plus chers, c'est qu'ils s'absentent souvent soit pour le têt, soit pour d'autres fêtes. Si leurs parents sont d'une province éloignée, il faut une année sur deux leur accorder huit à quinze jours de congé.

L'ouvrier ne retire pas un grand bénéfice de l'augmentation de salaire; car les denrées sont devenues de plus en plus chères. Et sans exagération l'on peut dire que le prix du riz s'est élevé de 2 piastres le picul (1) à 4 en moyenne.

1. Le picul pèse environ 60 kilos.

## Chapitre premier

### LA COLONISATION ET LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

La colonisation française a fait de grands progrès depuis 1898. Les rizières s'accroissent annuellement de 30.500 hectares et toutes les cultures prennent une grande extension. Les colons ne sont pas en très grand nombre; mais aussi il n'est pas nécessaire d'en avoir une grande quantité. Il suffit que ceux qui viennent créer des exploitations aient à la fois de l'intelligence, de l'instruction et des capitaux. Ne pouvant travailler de leurs bras, il est nécessaire qu'ils puissent instruire la main-d'œuvre indigène et la diriger.

La dépossession des indigènes ne saurait être conseillée puisqu'ils sont par leur nature portés aux travaux agricoles. Il faut au contraire augmenter le nombre des petits cultivateurs plus faciles à mener qu'un prolétariat mécontent et turbulent. Le colon fait des écoles dont profitent les indigènes qui sont autour de lui. Il a des connaissances qui lui permet-

tent de se livrer à des cultures nouvelles plus riches souvent que les cultures ordinaires et qui répondent mieux aux besoins de l'exportation.

Il est bon de dire quelques mots du domaine aux colonies et de l'organisation de la propriété. C'est une excellente chose pour l'administration d'avoir à sa disposition des terres très étendues. Elle y trouve un élément essentiel de colonisation. Les travaux de défense ou d'aménagement des colonies se font plus facilement et économiquement sur le domaine.

La distinction entre le domaine public et privé existe comme dans la métropole ; cependant jusqu'aux ordonnances de 1825 les colonies n'ayant aucune existence légale tous les biens domaniaux appartenaient à l'État. Ces ordonnances ont donné la propriété des terres aux colonies, en réservant l'autorisation du roi pour l'aliénation. Il n'y a pas, comme en France, de distinction entre les cours d'eau navigables et flottables et ceux qui ne le sont pas. Le domaine public embrasse toutes les eaux courantes.

Le domaine privé comprend aux colonies les terres vacantes et sans maîtres. La reconnaissance des terrains indigènes et des terres libres s'effectue peu à peu en Indo Chine. En effet, si une concession de terre est faite sur une partie non reconnue, elle ne devient définitive qu'après un certain délai pour permettre les réclamations.

Le territoire domanial se divise en Indo-Chine en

deux parties : la première où la propriété est organisée par la vérification des titres, la seconde où la propriété se forme progressivement sous réserve de droits ou titres pouvant être invoqués.

Le gouvernement a tout intérêt à faciliter l'acquisition des terres tant par les colons que par les habitants du pays. En 1893, le gouverneur général a pris un arrêté calqué sur la disposition de la loi annamite qui dit que la terre appartient à celui qui la cultive. Les administrateurs des services civils s'en sont inspirés et ont pu faire creuser volontairement grâce à la prestation indigène des canaux sur les berges desquels l'on donnait des concessions de 10 hectares à chacun des travailleurs.

Des ordonnances royales prises en 1897 sur l'initiative du gouvernement général ont reconnu le droit de propriété aux Français au Cambodge et en Annam. On en profita pour concéder aux colons des terres qui furent reconnues bientôt comme trop étendues. Aussi ne doivent-elles maintenant ne pas excéder en principe 500 hectares.

Les concessions au-dessous de 500 hectares en vertu d'un décret de 1888 sont soumises au vote du conseil colonial en Cochinchine. Puis comme dans les autres parties de notre colonie accordées par les chefs des administrations locales. Si elles sont supérieures à 500 hectares il faut une enquête poursuivie contradictoirement par la direction de l'agriculture

et du commerce et les administrations locales. Ensuite elles sont octroyées par le gouverneur général en commission permanente du conseil supérieur.

L'agriculture souffre particulièrement dans certaines régions du manque de main-d'œuvre. Libres pour la colonisation agricole les moyennes et les hautes régions se ressentent de cette pénurie. Nous avons vu que les essais de répartition n'ont donné aucun résultat satisfaisant, aussi a-t-on songé à favoriser l'immigration étrangère.

L'Annamite répugne de travailler la terre comme salarié. Habitué au régime de la propriété individuelle, il est difficile de lui faire admettre un autre mode d'exploitation des terres. C'est pourquoi la colonisation agricole n'a pas donné les résultats attendus par ceux qui l'avaient entreprise. Surtout agriculteurs, les habitants de l'Indo-Chine aiment le travail familial et individuel. Aussi le meilleur moyen de cultiver les terres a été d'employer le métayage grâce auquel le preneur est intéressé directement au bon rendement de la récolte.

La chambre d'agriculture de Cochinchine voulant remédier à la mauvaise foi des indigènes ou Asiatiques assimilés, engagés sur une exploitation qui abandonnaient leur service en emportant les avances à eux faites par les engagistes, demanda à la Cour d'appel de l'Indo-Chine de vouloir bien appliquer les peines prévues par la loi annamite

pour la rupture du contrat de louage de services.

La cour trouva que certaines dispositions de cette loi étaient contraires à nos mœurs et à notre civilisation. Mais s'appuyant sur l'arrêté du 24 mars 1877 portant sur la transformation des peines prononcées par le Code annamite, elle a décidé : que tout indigène qui se mettrait dans le cas indiqué ci-dessus serait puni de huit jours à neuf mois d'emprisonnement sans préjudice des peines portées à l'article 408 du Code pénal lorsqu'il y aurait lieu d'en faire l'application. Il devra être justifié des avances par leur inscription sur un double livret, dont l'un restera entre les mains de l'engagiste et l'autre sera remis à l'engagé. Les remboursements effectués par ce dernier y seront mentionnés. L'article 462 du Code pénal sera toujours applicable.

Cette délibération n'avait pas été prise sans raison puisqu'on peut lire dans un numéro du *Courrier Saïgonnais* de 1905 qu'un colon a vu ses fermiers désertar sa concession, sans rembourser les avances d'argent et de vivres qui leur avaient été données, pour aller moissonner dans une province voisine. Ce colon était cependant très bon pour ses métayers ; mais ni le devoir, ni l'intérêt, ni la reconnaissance ne les a retenus.

Ce qui rend encore médiocre et rare la main-d'œuvre agricole, c'est le mauvais recrutement des ouvriers et le petit nombre des bons qui viennent

sur les exploitations. En effet quand les Européens veulent entreprendre la culture d'une terre, ils cherchent à avoir le concours des ouvriers du pays. Ils offrent des prix plus élevés que les propriétaires indigènes qui voient en eux des gêneurs. Nos protégés s'entendent alors avec leurs congénères pour diriger sur l'exploitation européenne la lie de la population piratère qui ne se fera jamais un scrupule de rompre ses engagements.

Les travailleurs sérieux se placent de préférence chez leurs compatriotes. Ils y sont moins payés ; mais ils y trouvent une famille. En effet, ils en partagent les joies et les tristesses, et sont mis sur le même pied que les enfants du maître. Si bien que s'ils ont commis une faute, c'est la maîtresse de la maison qui les corrige à coups de rotin.

En général le propriétaire d'un domaine l'exploite avec des coolies qu'il paye au jour, au mois ou à l'année. Cette forme est peu employée en Indo-Chine ; car, elle est très aléatoire. La mobilité et l'humeur vagabonde des salariés ne s'harmonise pas avec ce mode d'exploitation. La régie directe est pratiquée seulement dans les petits domaines de 10 hectares et au-dessous, possédés la plupart du temps par des indigènes. Là, le propriétaire cultive avec sa famille. Il prend des coolies dans son village pour des opérations déterminées : labour, repiquage etc., ou il les engage pour longtemps.

Les salaires des coolies employés à la journée ont augmenté depuis l'arrivée des Européens desquels est toujours exigée une somme plus importante. Les planteurs européens paient 50 cents (1) par jour, alors que les propriétaires indigènes donnent seulement 35 piastres par an. Si le salaire n'est pas payé à la tâche pour le repiquage, il est souvent de 20 cents en argent et autant en nourriture par jour.

Les journaliers que l'on prend dans les moments de presse sont fournis par l'élément prolétaire, nomade qui s'est accru beaucoup depuis notre arrivée. Avant notre occupation toute personne rencontrée sur le territoire d'un village et n'y ayant pas de domicile fixe en était expulsée. La police communale s'est maintenant relâchée, ce qui a permis l'augmentation de cette population flottante. Aussi serait-il bon, comme le dit M. de Lanessan, de confier aux autorités communales et provinciales indigènes, le soin de faire la police locale. Ni l'armée régulière, ni les résidents français et leurs milices ne sont capables de remplir entièrement ce devoir.

D'ailleurs les propriétaires indigènes se défient de ces journaliers vagabonds. Ils recrutent les leurs dans leurs villages. En effet, au moment du Tèt s'ils peuvent prévoir les bras dont ils auront besoin, ils font

1. Cents = centième partie de la piastre qui vaut environ 2 fr. 30.

aux ouvriers des avances qui leur donneront le droit de les employer à une époque déterminée. Ils paient ainsi en février un travail qui quelquefois ne sera fourni qu'un an après. Cette habitude d'avances est très dangereuse pour les Européens qui sont malgré eux forcés de s'y conformer.

Le fermage est très usité pour la culture de grandes étendues. Quand la propriété est morcelée le locataire la sous-loue, quand elle est d'un seul tenant le propriétaire la répartit en un certain nombre de familles qu'il dirige. Il vit au milieu d'elle, les surveille sans avoir à s'occuper de la main-d'œuvre. Chaque famille reçoit 3 à 6 hectares de terre, des avances en paddy, vêtements, outils, poisson salé et argent, qu'elle rembourse à la récolte et sur la récolte. Elle en paie l'intérêt en sus du fermage. Si le fermier s'en va avec la récolte il commet un détournement pour toute la part qui représente le prix de la location. Du reste dès que les fruits sont détachés du sol, le propriétaire a sur eux pour cette somme une saisine, aussi doit-il à ce moment-là mettre en lieu sûr ce qui représente son fermage et ses avances.

Le bail à ferme est presque toujours payable en nature, en paddy. Il est fait la plupart du temps pour un an et le contrat est unilatéral, le bailleur a seul une preuve qui est le billet de location. Aussi peut-il congédier le preneur comme bon lui semble, Si le contrat est de plus d'un an, deux titres sont exige-

bles. L'un remis au preneur indique les obligations du bailleur, le second remis à ce dernier mentionne celles du preneur. La durée de l'engagement est en général de trois ans. On loue la rizière à tant le cong ou dixième d'hectare et le prix dépend du bon état de la terre naturellement. Telle est la coutume.

Le contrat a pour objet la terre qui est mise à la disposition du fermier. Celui-ci en prend possession dès que la récolte précédente est levée et reçoit du bailleur les avances en argent et en nature indispensables sous peine de ne trouver personne. Le locataire dépose comme caution entre les mains du propriétaire toutes les pièces d'identité qu'il possède. L'intérêt des avances qui lui sont faites varie entre 35 et 150 0/0.

La location des terres ou des jardins est faite en argent. Le congé n'a pas de forme spéciale. En général le bailleur convoque le preneur devant les notables et lui donne congé. S'il ne part pas, il lui intente une action en justice. Le bail n'est pas résilié par la mort du fermier et continue au profit du fils majeur ou de la veuve.

Un autre mode d'exploitation des terres est le métayage ou colonat partiaire. Il a pris naissance au Tonkin. Peu après la conquête, il s'était formé de grandes bandes de pirates à la faveur de la situation troublée. La haute région et la moyenne ne furent pas aussi vite pacifiées que le delta. Les pira-

tes étaient à leur aise et trouvaient dans les régions voisines de la Chine de grands bénéfices dans la contrebande de l'opium.

En 1897 les dernières bandes occupant le haut Tonkin furent soumises. Mais toutes ces régions avaient été désertées par leur population. Les quelques habitants qui y étaient restés, déshabitués du travail, avaient aussi cherché des moyens d'existence dans la piraterie. Il fallait rendre à tous ces territoires leur vie normale pour que la pacification soit durable. L'administration avait besoin d'être secondée, aussi fut-elle très satisfaite de trouver dans des colons entreprenants et courageux de précieux auxiliaires. D'immenses espaces incultes leurs furent remis en concession, beaucoup étaient revenus au domaine public par suite de l'abandon de leurs propriétaires. L'administration n'était pas avare et donnait des 5.000 hectares à ceux qui n'en demandaient que 1.000.

Les colons eurent l'idée d'entreprendre des cultures riches, croyant en retirer plus de bénéfice qu'en se contentant du riz. Les capitaux ne leur manquaient pas ; mais où trouver la main-d'œuvre nécessaire. Il en existait bien une ; mais elle était peu habituée à ce mode de culture et ne procurait que de médiocres résultats. Tous ces indigènes travaillant à la tâche le faisaient sans goût et sans intérêt. Les colons eurent l'idée pour stabiliser, attacher au sol et stimuler

leurs employés, de se servir du métayage pratiqué au Tonkin depuis des temps très reculés.

Les avances nécessaires furent fournies, comme pour le fermage, par les colons sous forme d'argent, de bétail, de semences, d'instruments agricoles. La récolte du riz était partagée également entre le métayer et le propriétaire. Ce dernier avait ainsi à sa disposition une main-d'œuvre fixe qu'il familiarisait avec les cultures dites « riches » tels que : thé, café, coton, ricin, ramie, etc., qui seules lui semblaient rémunératrices.

Ces produits ne donnèrent pas les résultats espérés et seul le riz cultivé au moyen du métayage enrichissait le colon. Aussi de l'accessoire ce mode d'exploitation de la rizière devint le principal et les autres cultures furent reléguées au second plan.

Les coutumes locales ne s'occupant pas de ce contrat, les propriétaires et métayers ont réglé dans la suite le mode de partage comme ils l'entendaient. Il se fait souvent ainsi : un tiers au propriétaire, un tiers au métayer et un tiers pour l'amortissement des avances qui doivent être finies de payer complètement la troisième année.

Ce genre d'association a paru longtemps être le salut de la colonisation agricole. L'Annamite travaillant pour son compte était stimulé et fournissait une main-d'œuvre excellente. Mais une lacune de notre législation enraya le bon résultat espéré. Les indi-

gènes ne pouvaient être poursuivis qu'au civil lorsqu'ils avaient dissipé toutes les avances indispensables à ce mode de culture. Ils comprirent vite l'impuissance de notre loi et commencèrent un autre genre d'exploitation, celui des colons et surtout des nouveaux. En quelques années des sommes énormes furent englouties, ce qui découragea beaucoup de propriétaires. La délibération prise par la Cour d'appel d'Indo-Chine, et que nous avons citée, est malheureusement arrivée un peu tard.

Le recrutement des métayers devient de plus en plus difficile, les indigènes préférant être tout à fait chez eux s'installent dans les nouveaux villages. En outre, M. Dubief dans son rapport sur le budget des colonies en 1904, donne encore cette raison : « Les grandes entreprises de travaux publics ont porté le dernier coup au métayage. Chez le colon, une famille de six personnes, cultivant 3 hectares de rizières pouvait gagner, en un an, 80 à 100 piastres. Sur les chantiers de chemins de fer, il suffisait de trois mois pour réaliser la même somme, les travailleurs y ont afflué. »

La culture maraîchère prend une extension considérable. L'Annamite arrive très vite à être fort habile dans la production des légumes. Il existe à Hanoï des terrains qui ont donné en 1900 une moyenne de 20.874 kilos de légumes à l'hectare. Les dépenses de main-d'œuvre étaient les suivantes :

1° Pendant la saison de production qui est de six mois :

|                               |       |                |
|-------------------------------|-------|----------------|
| 8 coolies à 0 p. 20 par jour. | . . . | 1 p. 60        |
| 4 — à 0 p. 15 —               | . . . | 0 p. 60        |
| 6 — à 0 p. 08 —               | . . . | 0 p. 48        |
|                               |       | <u>2 p. 68</u> |

Pour six mois cela forme un total de 482 p. 40.

2° Pendant la saison intermédiaire :

|                               |       |                |
|-------------------------------|-------|----------------|
| 6 coolies à 0 p. 20 par jour. | . . . | 1 p. 20        |
| 2 — à 0 p. 15 —               | . . . | 0 p. 30        |
| 4 — à 0 p. 08 —               | . . . | 0 p. 32        |
|                               |       | <u>1 p. 82</u> |

Pour six mois la dépense s'élève à 327 p. 60.

Si l'on ajoute 50 piastres pour les travaux complémentaires et 60 pour ceux de nuit, les frais de main-d'œuvre atteignent pour 1 hectare 920 p. Le taux de la piastre étant en moyenne de 2 fr. 30 cela donne : 2.116 francs.

Les 20.874 kilos se vendant 0 fr. 45 le kilo répondent à 9.393 francs.

En en déduisant les 2.116 francs de main-d'œuvre plus 1.161 francs représentant l'entretien et la réparation des outils, une réserve en cas d'inondation et de sécheresse, d'autres dépenses diverses, le bénéfice est de 6.116 francs par an et par hectare. C'est

superbe, mais pour avoir le revenu tout à fait net, il serait en outre nécessaire de compter l'amortissement des frais d'achat de terrain, de défrichement et le salaire d'un jardinier compétent. Quoi qu'il en soit, c'est un résultat qui prouve que cette terre n'est pas ingrate et qu'elle indemnise généreusement ceux qui veulent bien la cultiver.

## Chapitre II

### LA COLONISATION ET LA MAIN-D'ŒUVRE INDUSTRIELLE LES OUVRIERS D'ART

La colonisation industrielle touche de très près une question souvent discutée, celle de la concurrence que les colonies peuvent faire à la métropole. La colonisation agricole doit fournir à la France les matières premières dont son industrie a besoin et c'est pourquoi la culture de la soie et du coton s'étend tous les jours. Mais ne serait-il pas préférable et plus économique de manufacturer ces produits sur place ? Cette importation des industries européennes dans la colonie est très grave. Elle y gagne il est évident ; mais les producteurs européens demandent à ce qu'on ne crée pas à grands frais des concurrences insoutenables et désastreuses pour eux. Il est bon de coloniser et de faire prospérer les pays où l'on s'est implanté ; mais il ne faut pas perdre de vue le but que l'on s'est proposé, c'est-à-dire l'intérêt de la Mère-Patrie. Il faut cependant le concilier avec celui de la colonie quand c'est possible.

L'installation des industries aux colonies doit être encouragée dans la limite où elles ne peuvent nuire aux industries métropolitaines, qu'elles doivent compléter et non ruiner. L'industrie coloniale doit suppléer à l'industrie métropolitaine et s'efforcer d'envoyer ses produits partout où ceux de la France ne parviennent pas. Les colonies sont pour notre pays à tous les points de vue des bases d'opération lui permettant de porter au loin son action dans le monde.

L'industrie indo-chinoise ne fait que seconder et étendre l'œuvre de la France. Grâce à elle le commerce français pénétrera en Chine et pourra s'y établir. Loin de faire concurrence à sa protectrice, elle lui vient en aide en vendant des produits qui ne peuvent être envoyés à cause des frais de transport. Nos manufactures étant dans l'impossibilité de les fournir à l'extrême Orient, créeront des industries filiales, avec des directeurs et des capitaux français, qui rayonneront sur le marché asiatique. Notre industrie de la métallurgie n'envoie pas dans l'Asie la moindre partie du fer qu'elle emploie en quantités considérables et croissantes. Aussi s'il se trouve en Indo-Chine, des éléments de productions métallurgiques à bon marché doit-on les encourager le plus possible.

Le mouvement industriel a été long à se dessiner dans notre colonie. Avant notre occupation, l'indus-

trie du décortiquage du riz existait seule et jusqu'en 1893 il ne fut fondé par les Européens que la filature de coton d'Hanoï. Un des principaux obstacles était l'absence totale de main-d'œuvre industrielle. Il fallut la former complètement et avec patience on est parvenu à en avoir une très habile qui, malheureusement, n'est plus maintenant assez abondante.

En effet le mouvement industriel a pris de jour en jour une plus grande extension. Des industries nouvelles se sont créées. Au Tonkin on peut citer les charbonnages de Hong-haï, de Kébao qui emploient trois mille ouvriers. Il y a des fabriques d'allumettes, debriqueterie, une brasserie, deux usines d'électricité, une filature de soie. Les filatures de coton sont au nombre de trois. Elles sont situées à Hanoï, Haïphong et Nam-Dinh. La question de la main-d'œuvre y a été très pénible au début ; maintenant elle est experte, avec une grande puissance d'assimilation ; mais nécessite une surveillance continue.

Il existe en outre une usine de cimenterie à Haïphong qui occupe six cents ouvriers. Deux distilleries fabricant l'alcool de riz, l'une à Hanoï, l'autre à Nam-Dinh. Une fabrique de fécule à Hanoï.

L'extension des industries et l'augmentation des contributions ont rendu plus chère la main-d'œuvre industrielle. La journée est ordinairement de neuf heures de travail et se paie suivant la profession.

|                                                                      |  |  |  |                  |
|----------------------------------------------------------------------|--|--|--|------------------|
| Ainsi un caporal peintre<br>ou un décorateur tou-<br>chent . . . . . |  |  |  | 2 p. 35 par jour |
| Un peintre ordinaire, un<br>mécanicien . . . . .                     |  |  |  | 1 10 —           |
| Un tailleur de pierre. . . . .                                       |  |  |  | 2 35 —           |
| Un maçon . . . . .                                                   |  |  |  | 1 10 —           |
| Un serrurier, un forgeron<br>ou un zingueur . . . . .                |  |  |  | 1 20 —           |
| Un aide forgeron. . . . .                                            |  |  |  | 0 95 —           |
| Un charpentier, un me-<br>nuisier, ou un cou-<br>vreur . . . . .     |  |  |  | 1 20 —           |
| Un manœuvre (homme)                                                  |  |  |  | 0 55 —           |
| — (femme<br>ou enfant) . . . . .                                     |  |  |  | 0 25 —           |
| Un paillotier chinois . . . . .                                      |  |  |  | 1 60 —           |
| annamite . . . . .                                                   |  |  |  | 1 20 —           |
| Une voiture à bœufs avec<br>son conducteur. . . . .                  |  |  |  | 1 75 —           |
| Un surveillant . . . . .                                             |  |  |  | 1 —              |

Si l'on prolonge la journée au delà de neuf heures, les deux heures qui suivent sont payées un quart en plus du salaire ordinaire. En ce qui concerne le travail de nuit, le salaire est augmenté d'une somme égale à la moitié de la journée correspondante. Si le travail est fait dans l'eau, le prix de la journée est accru du tiers.

Il arrive souvent qu'au lieu de payer les hommes à la journée l'on passe des contrats de main-d'œuvre pour une entreprise déterminée. Ils sont quelquefois ainsi rédigés :

Entre les soussignés :

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le nommé X... s'engage envers Y... qui l'accepte à exécuter à ses frais et risques tous les travaux de main-d'œuvre nécessaire à.... moyennant le prix en bloc et à forfait de la somme de... piastres.

Les travaux devront être commencés le... et finis le... sous peine de retour de... piastres pour chaque jour de retard.

Ils comprendront...

Seront exécutés sous la surveillance et direction de... conformément aux plans et devis remis à ce jour à l'entrepreneur soussigné.

Une somme de... piastres sera payée à l'entrepreneur en sus du prix fixé ci-dessus.

Le prix de ce forfait de main-d'œuvre sera réglé à l'entrepreneur à (indiquer l'époque).

Si les ouvriers abandonnent le travail, pour quelque cause que ce soit, les travaux seront mis en régie aux frais et risques de l'entrepreneur.

Signature des parties.

Certification avec signature de l'interprète que  
des Essarts

l'ouvrier a entendu la traduction, qu'il a en sa présence signé et mis son cachet.

Ces contrats à forfait de main-d'œuvre sont les seuls pratiques. A cause de la paresse et de la ruse des travailleurs jaunes il est très difficile de les employer avec profit à la journée. Ils ont besoin d'une surveillance continuelle ce qui devient très onéreux pour ceux qui les font travailler.

Dans les villes le recrutement de la main-d'œuvre industrielle est assez facile ; mais celle qu'on trouve laisse beaucoup à désirer. Ces ouvriers vivent au jour le jour et cessent brusquement leur travail quand ils ont amassé une somme suffisante pour vivre sans rien faire pendant quelque temps. Ils s'absentent aussi pour aller aux fêtes de villages, aux cérémonies pour les ancêtres et ils manquent ainsi un tiers du temps à l'usine. Il est impossible de les retenir et ils ne se rendent pas compte qu'ils font perdre quelquefois beaucoup au patron qui les emploie. Celui-ci est forcé de s'adresser pour compléter son personnel à la population flottante, à l'armée des sans-travail et il est facile de comprendre quelle peut être la valeur de cette main-d'œuvre industrielle improvisée.

L'émigration européenne étant très limitée à cause du climat, le prix des contremaîtres est assez élevé. Ils gagnent de 75 à 125 piastres par mois, salaire plus rémunérateur que dans la métropole. Leurs

frais d'existence sont assez considérables : 25 à 30 piastres pour la nourriture et 10 à 12 pour le logement par mois.

Avant notre arrivée l'activité industrielle existait pour ainsi dire très peu et nous avons respecté la forme sous laquelle elle avait pris naissance. C'est l'industrie d'art où excellent les petits artisans indigènes et que ne pourra absorber le machinisme.

Dans les villes du Tonkin et surtout dans les quartiers indigènes d'Hanoï le spectacle est très curieux à voir. Il se déroule sous les yeux des passants des boutiques où travaillent de véritables artistes. Là sont des fabricants d'émaux, de bronzes, brûle-parfums, cuivre martelé, des incrusteurs de nacre, sculpteurs sur bois, tisseurs sur satin broché, des brodeurs sur coton et sur laine. Cette dernière broderie est surtout une industrie nationale, aussi l'exporte-t-elle de beaucoup sur tout le reste. Les sujets sont copiés dans la nature et reproduits avec une exactitude parfaite. Le point est très fin et les couleurs se fondent habilement. Mais l'art annamite est assez composite et très influencé par les modèles chinois.

On rencontre aussi beaucoup de laqueurs, argentiers, orfèvres, bijoutiers. Tous ces chefs-d'œuvre existent dans toute l'étendue de notre possession. Mais ce qui caractérise l'art cambodgien, c'est que seul il possède une véritable personnalité. Et nous

savons comment ces petits travailleurs sont bien rémunéré de leur peine et quelle vogue ont en Europe les objets qu'ils fabriquent. Ils paient leurs ouvriers environ 2 francs par jour.

### Chapitre III

#### LES EMPLOYÉS DE COMMERCE. LA MAIN-D'ŒUVRE DOMESTIQUE

Les employés de commerce sont recrutés en général dans la métropole en vertu de contrats passés pour trois, quatre ou cinq ans. Leur voyage est payé tant à aller qu'au retour en deuxième classe sur les bateaux des Messageries maritimes, en première sur les autres bâtiments.

Rémunérés en piastres, ils reçoivent s'ils ne sont pas logés un complément de salaire de 6 à 20 piastres par mois. Ils touchent aussi une indemnité s'ils ne sont pas nourris. Les contrats qui lient les parties doivent être passés en bonne et due forme et sont soumis aux articles du Code civil. Ce qui permet en vertu de l'article 1780 à la partie lésée par une résiliation non prévue de demander des dommages et intérêts que fixent l'usage.

Ainsi au Tonkin si l'employé congédié sans raison plausible a été recruté sur place, on lui doit les ap-

pointements du mois en cours et du suivant en vertu d'un arrêté de la Cour d'appel d'Hanoï du 25 mars 1903. S'il a été recruté en France il lui est dû le mois en cours et les trois mois qui suivent.

En Cochinchine, le Tribunal de commerce de Saïgon, par un jugement du 6 décembre 1899, exige le paiement du mois en cours et du suivant s'ils sont recrutés sur place. Quant à ceux pris en France, aucun jugement ne s'y rapporte; mais il est probable que l'arrêté de la cour d'Hanoï serait adopté. En Annam et au Cambodge, il est à peu près sûr que cette jurisprudence ferait loi.

Lorsque le contrat de louage est d'une durée indéterminée celui qui veut y mettre fin doit prévenir huit, quinze jours, un ou trois mois à l'avance suivant l'appréciation du tribunal. Il se base la plupart du temps sur la nature du commerce ou de l'industrie, sur l'importance des fonctions de l'employé et encore sur la durée des services dans la maison. Le Tribunal de paix de Saïgon a cependant rendu une décision déclarant suffisant le délai de huit jours.

Nous ne saurions trop louer les fondateurs d'une société pour le rapatriement des employés de commerce. Fonctionnant depuis 1903 au Tonkin elle est d'un très grand secours pour les employés ayant quitté par leur faute leurs patrons et se trouvant sans ressources dans la colonie.

La main-d'œuvre domestique a beaucoup d'excel-

lents côtés. Le boy Annamite est travailleur, même peut-être plus que nos valets de chambre stylés, et la souplesse extrême que lui demandent la plupart des coloniaux, ne pourrait certainement pas s'obtenir des serviteurs français. Étant d'une race observatrice, l'Annamite arrive promptement à faire son service avec une méthode, une minutie et une ponctualité si grande qu'il semble tenir de la machine. Beaucoup de patrons s'en plaignent cependant ; mais dans les défauts qu'ils reprochent aux indigènes, ils ont souvent une forte part de responsabilité.

En effet nos compatriotes grisés par une vie plus large qu'en France prennent à leur service un personnel nombreux. La division du travail est si grande qu'il reste ainsi peu de chose à faire pour chacun. Le désœuvrement les guette et bientôt la paresse et tant d'autres vices s'emparent d'eux. Mais ceux de nos fonctionnaires ou colons qui savent intelligemment tirer partie de leurs réelles qualités arrivent facilement à s'en faire des serviteurs dévoués. Ces précieux auxiliaires de la vie domestique n'ont pas alors pour le Français cette haine, ce désir de vengeance, cette rapacité, que quelques-uns blâment et qui est souvent la conséquence de coups de pied trop rudement appliqués.

Ceux qui profitent de l'activité ponctuelle des boys s'en séparent difficilement. Un grand nombre insistent pour les emmener quand ils reprennent le

chemin de la métropole. Les fonctionnaires ne font qu'un séjour de trois ans, aussi trouvent-ils difficilement à se faire servir, l'Annamite aimant à s'attacher à un maître et à ne plus le quitter.

En somme les gens qui médisent de ces boys doivent s'en prendre à ceux qui n'ont pas su développer leurs aptitudes et les préserver de l'oisiveté mère de tous les vices par un travail modéré et soutenu.

Cette main-d'œuvre a été réglementée d'abord par un arrêté du 8 novembre 1883 qui astreignait au livret tout indigène ou Asiatique assimilé travaillant comme domestique. Ensuite par l'arrêté du 26 août 1899 qui fixe les conditions du travail au Tonkin et celui du 5 avril 1902 qui établit celles de la Cochinchine, du Cambodge et de l'Annam.

Les domestiques ne peuvent engager leurs services pour plus d'un an sauf dans le cas de rengagement. Si le louage de services a été fait sans détermination de durée, il peut cesser par la volonté de l'une des parties à condition de prévenir quinze jours à l'avance. Tout indigène de moins de dix-huit ans ne peut contracter ou rompre un engagement de travail sans le consentement de ses parents ou de ceux autorisés à les remplacer.

Ils sont astreints au livret qui est déposé entre les mains du maître. Ce dernier y inscrit le jour d'entrée et de sortie et y appose sa signature. Tout serviteur qui part sans avoir prévenu son patron quinze

jours à l'avance est passible d'un emprisonnement de un à cinq jours et d'une amende de 1 à 15 francs.

Quand le domestique est renvoyé, l'usage décide qu'il faut lui payer une indemnité calculée sur les gages mensuels sans avoir rien à lui donner pour la nourriture ni pour le logement. Elle sera de quinze jours de gages.

En cas de maladie contagieuse, le malade renvoyé n'a droit à rien ; mais le tribunal est libre de son appréciation. Les salaires sont en général de 8 à 10 piastres par mois pour un boy ordinaire. Pour un cuisinier ils s'élèvent quelquefois à 15 piastres.

## Chapitre IV

### LA MAIN-D'ŒUVRE PUBLIQUE

Le service des travaux publics fut organisé définitivement en Indo-Chine en 1898. Chaque pays avait avant un service distinct, ainsi celui du Tonkin remontait à 1896.

La main-d'œuvre publique a été pendant longtemps fournie par la corvée. La corvée était un impôt de travail auquel étaient astreints les indigènes. Il existait depuis si longtemps dans notre colonie qu'en 1820 Gialong fit grâce à lui creuser trois grands canaux en Indo-Chine. Aussi l'administration française en profita-t-elle dès notre installation en Extrême-Orient.

L'arrêté du 20 octobre 1897 fixait à trente les journées de corvée dues par les indigènes en Cochinchine. Les villages en avaient dix à leur disposition, dix étaient obligatoirement rachetables à 10 cents par jour, les autres dix pouvaient l'être volontairement au même taux ou employés en nature pour les

grands travaux. Un arrêté du 4 août 1898 abroge le précédent et établit une taxe unique représentant l'impôt personnel et celui des corvées. Il s'en suit leur suppression puisqu'elles sont rachetables par le paiement de l'impôt.

L'arrêté du 30 juin 1889 fixait aussi à trente les corvées du Tonkin, sur lesquelles vingt étaient rachetables, comme en Cochinchine, à 10 cents par jour. C'est l'arrêté du 2 juin 1897 qui confond le prix du rachat avec l'impôt personnel annamite. Les dix autres journées sont exigées en nature et mises à la disposition des villages pour l'entretien des voies de communication.

Au Cambodge tous les habitants payent l'impôt personnel et doivent en outre fournir dix journées de travail en nature par an. Le rachat est autorisé moyennant une somme de 3 piastres pour les inscrits de vingt et un à cinquante ans et 1 piastre pour ceux de cinquante et un à cinquante-neuf ans.

Les arrêtés du 28 mai 1896 et 30 juin 1897 décident qu'au Laos tous les inscrits doivent l'impôt personnel ainsi que vingt journées de corvée, rachetables moyennant 10 cents par jour.

La Cochinchine a vu abolir cet impôt en 1901, et il a été remplacé par la réquisition. L'administration donne l'ordre aux notables d'un village de lui envoyer un certain nombre de travailleurs qu'ils choisissent comme ils l'entendent. Leur salaire très minime est

de 25 cents par jour. C'est grâce à cette main-d'œuvre que les administrateurs chefs de province font exécuter les travaux publics.

Ce mode de recrutement des travailleurs par l'administration est en vigueur dans toute notre possession. Les résultats en sont excellents puisque presque tous les grands travaux importants d'Indo-Chine ont été faits avec une grande proportion de bras indigènes.

Quand il s'agit de l'entretien des routes ou des digues, pour nettoyer les canaux, le travail est présidé par le mandarin. Ce dernier répartit la tâche entre les villages. Le chef de village la distribue à chaque groupe de corvéables et les indigènes travaillent chacun sur leur lot comme ils l'entendent. Ils doivent simplement avoir achevé l'ouvrage à l'époque indiquée.

Il arrive parfois que les grands travaux sont donnés par adjudication à de gros entrepreneurs. Ceux-ci passent alors des marchés fragmentaires avec des « tâcherons » européens. Les sous-adjudicataires, pour obtenir la main-d'œuvre indigène, s'abouchent avec des natifs importants qui s'engagent à fournir dix, vingt, trente, etc., ouvriers, qu'ils dirigent en personne. Ces contremaîtres appelés « caïs » sont en rapport direct avec leurs employés et ont contracté avec eux à leur guise.

Le sous-entrepreneur qui s'est entendu avec le caï

lui donne, par exemple pour les terrassements de chemin de fer, un prix forfaitaire de 12 à 15 cents par mètre cube.

Ce mode d'engagement à la tâche est le plus sûr pour les Européens. Il leur suffit de trouver les caïs nécessaires et ceux-ci ne sont jamais embarrassés pour se procurer la main-d'œuvre dont ils ont besoin.



## TROISIEME PARTIE

### LA MAIN-D'ŒUVRE CHINOISE

Les indigènes ne se prêtant pas facilement en Indo-Chine au recrutement intercolonial, on a songé pour repeupler les régions qui le sont insuffisamment à l'immigration chinoise (1). En effet, nos protégés ne veulent à aucun prix s'éloigner des tombeaux de leurs ancêtres. En être à 10 kilomètres est pour eux un véritable exil. L'administration pour construire le chemin de fer de Haïphong à Yunnansen, n'a pu au delà de Kiétry avoir un seul travailleur annamite. Les salaires élevés ne les ont décidés et les coolies chinois ont été d'une grande utilité.

Les grandes entreprises agricoles se servent aussi de ces coolies; mais, il faut être vis-à-vis d'eux d'une parfaite honnêteté. Très défiants, leur confiance est

1. Elle est réglementée par l'arrêté du 19 février 1890, modifié par les arrêtés du 23 avril 1890, 9 février 1897, 27 février 1899 et 16 février 1901.

sans bornes pour ceux qui les dirigent comme ils le comprennent, et ils se conforment avec un scrupule extrême aux conditions du contrat. Il faut en outre que les éducateurs de ces hommes aient une grande patience et une grande douceur.

En général, on combat dans les colonies l'immigration étrangère dans la crainte d'amener des concurrents pour nos colons. Les Chinois sont surtout redoutés par leur esprit mercantile très développé. C'est pourquoi la plupart des pays où ils ont été introduits ont demandé bien vite à en être débarrassés.

Le caractère chinois a été très bien dépeint par M. Chailley-Bert : « Ils possèdent, dit-il, un flair admirable pour copier les procédés et s'inspirer des méthodes des blancs. Mais précisément leur ingéniosité et leur intelligence ne leur permettent pas de se contenter longtemps du rôle de subalternes. Ils ne veulent travailler que pour s'enrichir et s'élever au premier rang. »

Ce qui fait pencher surtout en faveur de cette main-d'œuvre, c'est qu'on ne peut trouver un réservoir d'hommes aussi important pour l'Indo-Chine. Il y a les populations de l'Inde et des îles de la Sonde ; mais ces races sont trop différentes de celles de notre colonie et donnent pour cette raison de mauvais résultats. Quand il s'agit d'importation d'hommes, il est nécessaire de choisir les travailleurs exotiques dans les pays qui se rapprochent le plus de leur pays

d'origine au point de vue du climat et du genre de vie.

L'Empire chinois est si vaste qu'on y trouve un peu tous les climats et qu'en choisissant avec soin les régions on peut obtenir des coolies aptes à vivre dans n'importe quelle partie de l'Indo-Chine. Les agents chargés du recrutement de cette main-d'œuvre s'étant bien inspiré de cette idée, on a ainsi des immigrants qui ne sont pas comme les immigrants ordinaires. Ils trouvent en effet peu de différence entre notre colonie et leur pays natal et arrivent ainsi à fusionner avec la population.

Le Cambodge attire de nombreux immigrants chinois et ce qu'il est heureux de constater c'est que beaucoup de Célestes n'ont pas craint de se mêler aux indigènes après en avoir adopté les mœurs et les coutumes. Ils sont devenus de véritables Cambodgiens et ont complètement oublié leur ancienne patrie. Leur union avec des femmes annamites donnent des enfants qui améliorent la race en lui fournissant cette endurance et cette énergie qui lui manquent.

Le Chinois très travailleur arrive à se perfectionner rapidement dans tous les métiers. Il est très supérieur au Noir et préférable à l'Hindou et peut travailler de 5 heures du matin à 10 heures du soir, avec un repos d'une heure et demie pour ses repas. Il est vrai que souvent il abandonne son métier

de manœuvre pour faire du commerce et concurrencer ainsi les commerçants du pays. Mais à qui nuit-il ? A quelques particuliers, à des intérêts privés tandis que ce qu'il faut considérer avant tout c'est l'intérêt général, c'est la prospérité de la colonie. Or toutes les régions où les Célestes ont créé des établissements ont fructifié avec une rapidité inouïe. S'ils drainent une partie de l'argent pour l'envoyer dans leur patrie, il faut considérer aussi qu'ils sont un des principaux facteurs pour mettre en œuvre les forces productives des contrées où ils se trouvent. Leur activité et la modicité des salaires dont ils se contentent compensent avantageusement ce qu'ils économisent. Ainsi Singapore où les Chinois sont en très grand nombre et expédient beaucoup d'argent chez eux est très prospère.

Si l'on veut protéger les commerçants du pays, il suffit de bien spécifier dans les contrats d'engagements que les Chinois sont pris comme ouvriers agricoles, industriels etc., et qu'il leur est interdit de s'établir comme commerçants à l'issue de leur engagement.

L'immigration chinoise s'accroît tous les ans en Cochinchine. En ce moment cette population est de 120.000 personnes et l'on ne songe qu'à favoriser son augmentation. Les Chinois y ont une grande importance et y ont pris un pied qu'ils n'ont pas dans les autres parties de l'Union. Pour s'expliquer

leur rôle important dans cette colonie, il suffit de se reporter vers 1860. A cette époque notre possession avait une telle réputation d'insalubrité que les vrais commerçants mettaient peu d'empressement à y aller. Leurs seuls représentants étaient d'anciens soldats restés là pour faire le commerce ; mais qui n'y avaient été préparé par rien. Arrivant tous nouveaux dans ce pays, vus d'un mauvais œil par les indigènes, nous étions heureux de trouver comme intermédiaires les Chinois. Ceux-ci nous étaient utiles à chaque instant, et si le ravitaillement de notre corps d'occupation s'est fait facilement, c'est grâce à eux.

A ce moment-là ils se sont mis en contact direct avec la population et l'ont conservé par la suite. De là est né leur importance qui n'a fait que s'accroître. En outre la Cochinchine était organisée à merveille pour la pénétration chinoise. Les moyens de communication étaient facilités par un réseau de voies fluviales très commode. La fertilité du sol était aussi un attrait pour eux ainsi que le voisinage du Cambodge où ils avaient acquis droit de cité.

De tout temps ils ont eu en Cochinchine une grande liberté.

En Annam et au Tonkin, ils sont beaucoup moins ancrés et nos compatriotes peuvent lutter contre eux dans de bien meilleures conditions. Nous nous y sommes établis beaucoup plus tard qu'en Cochinchine et les Français avaient eu le temps de s'instal-

ler sur ces deux territoires. Nous y avions déjà des consuls. Le contact était pris avec la population et nous trouvions un excellent point d'appui dans notre colonie proprement dite.

A cette époque les Français étaient devenus plus aventureux. L'industrie prenait une grande extension et des débouchés étaient nécessaires pour le commerce. Les moyens de transport s'étaient perfectionnés et le percement du canal de Suez diminuait beaucoup la durée et par suite les difficultés du voyage. Les régions du Tonkin qu'on songeait pour le moment à mettre en valeur étaient surpeuplées et il n'y avait pas de place pour des immigrants. En Annam, le pays était très montagneux, la circulation par suite difficile n'était pas propre à la pénétration chinoise.

Ils se sont installés au Laos depuis quelques années et nous y sont très utiles. En effet sur ce territoire immense d'environ 267.000 kilomètres carrés il n'existe que 1 million d'indigènes peu portés au travail. Les Laotiens peuplant les bords du Mékong sont les plus travailleurs et les plus intelligents ; mais ils sont surchargés de labeur. Ils fournissent tous les bateliers indispensables au commerce et ont à cultiver les rizières pour leur alimentation. Chargés en outre de l'entretien des routes dans les vallées c'est parmi eux que se recrutent les coolies nécessaires aux résidences. Les autres tribus un peu

civilisées sont employées par les compagnies européennes exploitant les forêts de tecks de la haute Mé-Nam. Leur salaire est de 120 ticaux par an avec la nourriture. Le tical valant 1 fr. 50, ils touchent par mois 15 francs. Leur nourriture revient à 120 francs par an.

On voit donc que si réellement on veut mettre en valeur ce pays, la main-d'œuvre chinoise a une grande importance. Les exploitations forestières et industrielles à entreprendre sont très nombreuses. Nous pouvons citer comme fonctionnant : l'exploitation des forêts de tecks de la région de Xiang-Khong et de celle de Pak-Lay sur la rive droite du Mékong. Il existe aussi la mine d'étain du Hin-Boun où l'on s'est borné jusqu'ici à faire des recherches. Il y a à entreprendre les exploitations de mines d'or de la région du Nam-Tha et du Nam-Deng, celles de la région d'Attopen, des gisements aurifères du Pak-Lay, du Craminb, etc. Les forêts du Laos sont garnies d'essences dures et très belles. La culture du coton peut prendre une grande importance.

La surveillance des Chinois dans notre colonie est facilitée énormément par les congrégations. Leur puissance sur les membres qui les composent est considérable et elles nous rendent d'immenses services. On en trouve treize en Indo-Chine. Chacune est formée de membres parlant le même dialecte et venant de la même région. Citons parmi les princi-

pales celles de Canton, Plmoc-Kiên, Tiên-Chêm, Hainan et A-Kas. Enfin celle de Minh-Huang au Cambodge.

A leur tête sont des chefs et sous-chefs choisis en Cochinchine par le lieutenant-gouverneur sur des listes dressées par voie d'élection. Chaque liste a trois noms de Chinois n'appartenant pas à une catégorie (1) inférieure à la troisième et résidant dans la colonie depuis trois ans au moins. Elles n'ont pas de règlements écrits et fonctionnent par la force de la coutume et conformément à la tradition. Par leur organisation complexe, elles ont, disent les Chinois « leur famille, leur banquier, leur juge, leur mandarin. »

Les chefs et sous-chefs concourent avec les agents de l'administration et les notables des villages à la police de la société. Ils surveillent directement leurs congréganistes et recourent parfois à la protection des autorités. Enfin ils sont responsables du paiement de toutes les taxes de l'année courante et de la suivante. Tous les membres partagent solidairement cette responsabilité pour la totalité des sommes redevables à la colonie.

Chaque congrégation a son comité appelé le « congso ». Présidé par le chef ou le sous-chef il sert de tribunal arbitral. Là se traitent les affaires civiles et

1. Il y a six catégories de Chinois en Indo-Chine. Ils y sont répartis suivant la taxe d'immatriculation qu'ils payent.

commerciales qui ont soulevé un litige. Il sert aussi d'auxiliaire à nos tribunaux. Ainsi le tribunal de commerce de Saïgon y renvoie souvent pour expertise les affaires chinoises qui lui sont soumises. En général ces enquêtes laissent à désirer ; car elles sont faites sans soin.

Lorsque des immigrants chinois viennent en Indo-Chine, ils sont présentés par des répondants à une congrégation qui leur donne une protection toute familiale. Grâce à elle ils peuvent s'établir et recevoir tous les conseils qui leur sont nécessaires. S'ils tombent malades, la société les fait soigner et s'ils meurent sans ressources elle paie les frais de leurs funérailles et rapatrie leurs corps. De plus elle s'occupe de leurs familles et s'efforce de bien placer leurs enfants. Mais en revanche ils lui doivent une obéissance passive sous peine d'amende comme avertissement et d'exclusion de la société en cas de récidive. Ceci est une peine très grave ; car l'exclu est mis à l'index et destiné à une existence malheureuse.

Nous avons vu que pour entrer dans une congrégation, il fallait avoir un répondant. Aussi arrive-t-il très souvent que des immigrants sont forcés de faire un stage assez long avant de trouver quelqu'un. La société les protège pendant ce temps ; mais ils n'en font pas partie.

Ces congrégations facilitent énormément la tâche de l'administration, et elles ont une utilité comparable

à celle de la commune annamite qui, elle aussi, est un de nos meilleurs agents de colonisation.

Il est à souhaiter que les Chinois trouvent en Indo-Chine une réglementation de plus en plus favorable. Il n'est pas pratique de leur ouvrir la porte tout en la leur rendant infranchissable. Un Chinois arrive-t-il dans notre colonie, on le mesure de toutes les manières et il est forcé de payer d'abord un droit d'immatriculation au profit du budget local de 10 francs, ainsi que 3 francs de centimes additionnels au profit des budgets municipaux, ensuite 2 fr. 50 de prestations. De plus on lui réclame aussi des taxes de consommation. Ce qui fait qu'on peut évaluer à 15 francs ses débours quand il touche à peine cette somme en un mois de travail.

La Chambre de commerce de Saïgon s'est émue de tout cela et a nommé une commission pour s'occuper de la question de main-d'œuvre. Elle a posé les principes suivants qui ne peuvent être qu'approuvés tant qu'on aura besoin de bras étrangers :

Il est nécessaire de : 1° favoriser dans la mesure du possible, même aux dépens des recettes fiscales actuelles, l'immigration chinoise.

2° Mettre les immigrants à même de satisfaire dans les ports de la côte où ils débarquent à toutes les formalités auxquelles ils sont astreints par le service qui les régit. Cette mesure évitera des pertes

de temps, quand il faut qu'ils aillent au chef-lieu pour remplir ces formalités.

3° Autoriser les Chinois sous le paiement d'une taxe de 1 piastre, à venir en Cochinchine pour le temps de la récolte dont une partie appréciable s'avarie faute de bras. Peut-être la partie économe et sage de cette immigration passagère se fixera-t-elle dans le pays ; car elle aura acquis la mise de fonds indispensable à ce premier établissement. L'administration pourra par la suite satisfaire aux nécessités budgétaires en faisant payer à ces immigrants définitifs la taxe entière d'entrée.

M. Beau, gouverneur général de l'Indo-Chine, est aussi d'avis que la main-d'œuvre chinoise est absolument nécessaire pour la mise en valeur complète. Il veut arriver à fixer le plus possible l'immigrant chinois à la terre. C'est pourquoi il a l'intention, conformément aux idées de la commission de la Chambre de commerce, de diminuer les taxes sur les catégories où se recrutent les cultivateurs, de donner le plus possible de concessions aux asiatiques étrangers, enfin de supprimer toutes les formalités vexatoires.

Ainsi sur les demandes du gouvernement chinois par arrêté du 10 mars 1906, il a supprimé à partir du 10 mai le service d'identification des émigrants à Saïgon. Du reste l'administration en Cochinchine était allée un peu trop loin, lorsque pour exercer un

contrôle plus étroit elle soumettait les indigènes à leur entrée dans la colonie aux procédés d'identification du Dr Bertillon. Ces procédés les avaient blessés pour eux ; mais principalement parce que leurs femmes y étaient soumises. En outre leurs sentiments religieux étaient très froissés d'opérations qui avaient à leurs yeux des allures de sorcellerie. Il suffit qu'ils aient l'obligation de présenter à toute réquisition de l'autorité leur permis de séjour et d'acquitter l'impôt spécial de capitation.

Cette idée de l'immigration chinoise avait pris de l'importance sous le gouvernement de M. Doumer. En effet, il avait établi dans l'île d'Haïnan une agence d'émigration. Il avait choisi de préférence ce territoire ; car une agence allemande installée déjà fonctionnait très bien et qu'en outre les Haïnanais s'expatrient volontiers et sont assez nombreux parmi les planteurs de poivre de Cochinchine et du Cambodge.

L'immigration chinoise est maintenant d'une telle nécessité qu'il s'est fondé en 1906 à Saïgon une société de colonisation indo-chinoise dont l'objet principal est la mise en valeur grâce à la main-d'œuvre chinoise des vastes étendues de terres fertiles, encore incultes, de notre possession et surtout du Cambodge.

Elle consent aux agriculteurs chinois immigrants les avances en espèce qu'il est nécessaire de leur faire

en Chine au moment de leur engagement. Elle s'occupe de les transporter de Chine à destination et de leur obtenir des concessions de terres, leur fait toutes les avances en nature nécessaires à leur installation et à la construction de leur première habitation, leur fournit des instruments aratoires, des animaux de labours, des semences et leur assure leur entretien jusqu'aux premières récoltes.

Les colons chinois devront seulement à la société le remboursement des avances reçues avec un intérêt raisonnable. On obtiendra ainsi non des ouvriers salariés ou des fermiers, mais des hommes qui, une fois leurs terres mises en culture, seront de véritables propriétaires.

C'est au Cambodge que la société a débuté dans son entreprise. Là, en effet, le pays a des territoires vastes et fertiles complètement incultes, et la législation au point de vue des concessions est très libérale.

Un point important, c'est d'installer des colons célibataires et de faciliter leur mariage avec des femmes du pays. La société a travaillé dans ce but et espère constituer ainsi une forte race autochtone se fixant pour toujours sur le sol de notre colonie. Elle a été bien secondée par le gouvernement général qui a compris que la mise en culture de nouvelles étendues de terre augmenterait nécessairement le rendement des impôts de toute nature. Jusqu'ici les fonds dont elle disposait ne lui ont pas permis d'agir sur

une vaste échelle ; mais enfin elle a pu cependant faire venir plusieurs convois.

Les colons engagés à Fou-Tchéou sont arrivés en trois convois. Le premier était à Saïgon le 30 août 1906 et était composé de dix-neuf hommes, d'un chef de convoi et d'un médecin chargé en outre de tenir la comptabilité des colons. Installés le 1<sup>er</sup> septembre dans la province de Soairieng ils ont reçu des terrains dont la société avait obtenu préalablement la concession.

Le deuxième convoi de onze hommes a été installé le 9 novembre et le troisième de trois conducteurs et de soixante-dix hommes le 27 décembre.

La santé de ces cent colons a été très satisfaisante, sauf quelques cas bénins de fièvre et la mort de deux hommes. Mais il faut remarquer qu'on doit attribuer ces décès à l'âge avancé des Chinois. Il est nécessaire de ne recruter que des hommes jeunes et vigoureux ; car ils supportent beaucoup mieux le changement brusque d'habitudes et de climat.

Les terrains que la société a mis à la disposition des colons chinois sont dans la province de Soairieng sur les bords du rach Bao, affluent du Vaïco Oriental, près de la frontière de Cochinchine. Cet endroit a été particulièrement bien choisi, ce rach étant navigable jusqu'au milieu de la concession. Grâce à lui le ravitaillement des hommes est très facile en même temps que l'écoulement des produits du sol vers Cholon ou Saïgon.

Les colons ayant désiré vivre en commun, la société les a répartis par groupes de dix en général du même village et logés dans une seule maison. Ces maisons sont couvertes en paillotes et ont 12 mètres de long sur 7 de large avec un plancher surélevé sur la moitié de leur largeur. Réunis par deux, elles ont une vaste cour entourée d'une palissade. Chaque demeure possède une cuisine et un puits. L'eau est excellente et suffisamment abondante. Elle est à une profondeur variant de 2 m. 50 à 3 m. 50.

Chacun des groupes travaille les terres environnant sa maison d'habitation. Les premiers hectares de terre défrichés ont été plantés en coton et en tabac. Puis à la saison des pluies ils ont entrepris la culture du maïs et des arachides. Des rizières ont été préparées. Le grand avantage des terres qu'ils ont à leur disposition consiste en ce qu'elles sont aptes à des cultures variées. Les aléas qu'entraîne la monoculture ne sont alors pas à craindre.

La société dirigera les colons pour tous les essais de cultures variées, elle étudiera dans cette intention les conditions climatiques et la nature des terres concédées.

Les colons du premier convoi étant à leur arrivée à Saïgon déjà débiteurs d'une somme de 111 p. 84 envers la société, celle-ci la trouvant exagérée fit des observations à son agent d'immigration à Fou-Tchéou. Il en tint si bien compte que ceux du second

convoi devaient chacun 82 p. 33 et ceux du troisième 64 p. 02. Il serait bien désirable que cette somme soit encore moins élevée ; car il ne faut pas que les immigrants soient grevés d'une trop lourde dette dès leur installation. En outre la société n'étant pas forcée de faire des avances aussi considérables pourra avec un même capital installer plus de colons.

La nourriture des Chinois revient à 5 p. par mois. Les colons sont très satisfaits. Du reste parmi ceux du troisième convoi il y avait beaucoup de parents et d'amis de ceux du premier. Il est nécessaire de faire de la publicité pour les recrutements ultérieurs et ce sont les lettres des immigrés qui rendront ce service. Il s'en échange une moyenne de cinquante à soixante par mois et celles qui partent de Soairieng sont sûrement favorables à la Société.

Il est à souhaiter d'abord que cette société arrive au but qu'elle se propose en travaillant à la mise en valeur de la colonie. En outre il faut espérer qu'elle obtiendra de si bons résultats que de nouvelles associations n'hésiteront pas à se former et qu'ainsi le problème du repeuplement des régions désertes sera complètement résolu. Peu à peu la population augmentera si bien qu'à un moment donné elle sera tout à fait suffisante et stable. Il n'y aura plus alors ce courant continuel de travailleurs qui emportent tout le produit de leur labeur en dehors de la colonie.

∴

Au Siam, la main-d'œuvre chinoise est d'une importance très grande. C'est grâce aux Chinois excellents cultivateurs que les rizières produisent suffisamment pour pouvoir exporter. Ils suppléent au manque d'initiative de la population qui, sans aucune énergie, laisserait ce pays riche sans être mis en valeur. Le Céleste est là dans toutes les exploitations aussi bien dans les agricoles que dans les industrielles et commerciales. Il y trouve une législation bienveillante, aussi se plaît-il beaucoup dans cette nouvelle patrie. Fixé là pour toujours, les enfants de la deuxième génération deviennent Siamois. Ce métissage donne une population excellente qui entre bien pour un tiers dans celle de ces régions. Il serait bon de décider de même en Indo-Chine que les enfants issus de Chinois et nés dans la colonie deviendraient à la deuxième génération sujets français.

Dans les Straits Settlements les Anglais ont été de même forcés de remédier au manque de main-d'œuvre. Les éléments de population locale étaient complètement insuffisants, aussi l'immigration a-t-elle été bien organisée.

Une ordonnance de 1882 relative aux contrats de service et aux rapports entre Européens et travailleurs s'inspire totalement de la législation de la

métropole. Elle fixe à seize ans l'âge nécessaire pour s'engager et distingue deux sortes de contrats : les contrats verbaux toujours réputés mensuels pour les salaires et la dénonciation. Les contrats écrits se scindant en contrats avec ou sans avances. Leur durée est de trois ans en général, mais elle est portée à cinq s'ils ont été passés en dehors de la colonie.

Cette ordonnance indique en outre toutes les formalités obligatoires à l'origine des contrats, leur rédaction, signature, traduction nécessaire, authenticité. Elle désigne le mode de paiement, prévoit les incapacités de travail, les dispositions pénales en cas de refus d'obéissance, de négligence, d'absence illégale, de désertion, de détournement de main-d'œuvre soit par un embauchage illicite, soit par des engagements à l'étranger.

De nombreuses ordonnances sont venues les compléter. Ainsi il en existe une qui institue un contrôleur général de la main-d'œuvre à Singapore avec un nombreux personnel d'interprètes. Il se trouve en outre des inspecteurs de l'immigration qui vont dans les provinces. Le contrôleur dirige le protectorat des Chinois, et avec ses assistants, connaît de toutes les contestations relatives aux contrats de travail.

En Chine à Canton, à Haïnan sont établis des inspecteurs de l'immigration assurant l'enrôlement et contrôlant l'examen médical des travailleurs. Deux ordonnances, l'une de 1880, l'autre de 1891 représen-

tent le code de l'émigration et du travail de la race jaune. Elles divisent les travailleurs en deux catégories : celle des libres, volontaires et celle des coolies ayant reçu des avances, dont le passage a été payé par des agents. Les contrats doivent être signés et il faut que le texte soit traduit et expliqué aux intéressés individuellement. Ils sont rédigés en double avec la photographie de l'intéressé. Un des exemplaires est remis à l'employeur, l'autre déposé aux archives du protectorat. De plus le service sanitaire est organisé avec une grande minutie.

Cette bonne organisation a si bien porté ses fruits que Singapore a 280.000 habitants en majorité chinoise. C'est un des ports les mieux outillés de l'Extrême-Orient et la main-d'œuvre chinoise et indienne qui y est employée s'élève à 10.000 individus. Il y a des régions où la population a augmenté de 60 0 0.

A Madagascar les résultats ne sont pas aussi satisfaisants ; mais on pourrait répondre à ceux qui en déduiraient la mauvaise qualité de la main-d'œuvre chinoise, qu'il faut toujours mettre le plus possible les immigrants dans un milieu se rapprochant de celui où ils ont toujours vécu. Or dans cette île tout était nouveau pour les Célestes.

On songea à employer cette main-d'œuvre en 1896 quand on voulut relier par une route praticable Tamatave à la mer. Le service du génie était très embarrassé pour recruter sur place les bras néces-

saïres. La population était faible et surtout peu travailleuse.

Les coolies chinois furent recrutés dans la région de Moncay et les conditions ainsi fixées : une prime de 15 piastres par homme engagé et une avance d'un mois de solde, 2 fr. 70 par jour depuis l'embarquement jusqu'au retour au lieu de départ, promesse d'être rapatriés dans moins de onze mois ; 4 francs par jour pour les caïs (un caï par cent hommes).

Les quatre convois dirigés sur Tamatave comprenaient 3.003 hommes qui résistèrent difficilement au climat. En effet au départ ils étaient seulement 2.298. Il y en avait 456 de morts et 249 de disparus. La plupart des décès avaient été occasionnés par le paludisme. Cependant le recrutement avait été très mal fait, beaucoup à leur arrivée étaient déjà débilités par les excès et leurs vices n'avaient fait qu'empirer. Paresseux et buveurs, ils se dérobaient le plus possible au travail et refusèrent même de se rendre au chantier. Utilisés pour les travaux de terrassements, ils se montrèrent très inférieurs aux Malgaches. Sur 585.009 journées de présence, il y en eut seulement 415.000 de travail effectif.

Il y avait eu comme dépenses :

Primes d'enrôlement et avances de solde

|                                           |         |
|-------------------------------------------|---------|
| au départ pour 3.003 hommes à 120 fr.     | 360.360 |
| Traversée d'aller de 3.003 h. à 165 fr. . | 495.495 |

Salaires à Madagascar (vivres compris)

|                                           |           |
|-------------------------------------------|-----------|
| 585.000 à 2 fr. 70. . . . .               | 4.579.500 |
| Avances d'un mois de solde pour le retour |           |
| de 2.300 hommes à 81 francs. . . .        | 186.300   |
| Traversée de retour de 2.300 h. à 220 fr. | 506.000   |
| Suppléments de salaires des caïs . . .    | 6.500     |
|                                           | <hr/>     |
|                                           | 3.134.155 |

Le prix moyen de la journée était donc revenu à 7 fr. 50 environ. C'était un échec, aussi l'attribua-t-on au mauvais recrutement des coolies et à l'état d'insurrection dans lequel était le pays. L'essai fut renouvelé en 1901 et le résultat ne fut pas meilleur. Sur 112 hommes il en mourut 33 en huit mois et il en restait à la fin 25 à l'hôpital. Sur 20.112 journées 10.874 seulement furent fournies. Aussi en comptant tous les frais le prix de la journée s'est élevé à 9 francs.

Ces deux tentatives furent si concluantes qu'on se retourna vers la main-d'œuvre du pays. Grâce à la paix que nous avons apporté et à notre bonne influence des peuplades se sont réveillées et c'est en grande quantité que les indigènes viennent aux chantiers, si bien que les salaires ne sont plus que de 1 à 2 francs.

En Indo-Chine le milieu est le même pour les Célestes qu'au Siam et dans les Straits Settlements, Aussi ne peuvent-ils qu'y donner de parfaits résultats, comme dans ces pays. Payés quelques cents de

plus que les Annamites, ils rattrapent cet excédent de salaire par un travail plus soutenu et plus régulier.

L'exemple de Madagascar nous prouve ce qu'on peut obtenir d'une race peu travailleuse avec de la patience et une excellente organisation. Aussi nous fait-il espérer que les Annamites viendront en masse sur les chantiers de travail quand ils auront ressenti les bons effets de notre gouvernement et compris que nous travaillons dans leur véritable intérêt.

## QUATRIÈME PARTIE

### RÉGLEMENTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

---

Le travail est l'avenir de nos colonies puisque c'est grâce à lui que peuvent se développer les forces productives. Mais l'on ne saurait imposer à nos protégés l'obligation du travail et les mettre à la merci des colons qui, servant souvent leurs intérêts, feraient accomplir leurs travaux à coups de bâton.

L'indigène est faible et a besoin pour cela de protection plus que tout autre : « Tandis qu'en France, dit M. Dubief, l'ouvrier et le patron sont citoyens au même titre, égaux en droits civils et politiques, soumis aux mêmes lois, il n'en est pas de même du colon et de l'indigène. Ils ne sont pas justiciables des mêmes tribunaux, les mêmes codes et les mêmes peines ne leur sont pas applicables. Le régime sous lequel vit l'Européen ne peut être modifié que par la loi, celui auquel est soumis l'indigène peut être

adouci ou au contraire aggravé par des décrets ou même par de simples arrêtés. »

Le colon a le droit de vouloir que son employé accomplisse son travail ; mais il faut aussi que ce dernier ne soit pas lésé par son patron. Aussi une bonne réglementation est-elle nécessaire pour que l'indigène soit protégé. « L'indigène, dit encore M. Dubief, ne peut pas rester soumis au seul régime incertain des arrêtés et décrets, même au cas où ils devraient lui être tous favorables. Il est nécessaire de régler par la loi, en conformité des principes de justice et d'humanité dont se doit réclamer un gouvernement démocratique et républicain, les conditions générales du travail et la réglementation de la main-d'œuvre aux colonies, sans préjudice d'ailleurs de toute une série de décrets et d'arrêtés pour l'application en principe de la loi à chacune de nos possessions. »

Et il pose les bases suivantes :

« 1° On ne peut dans aucun cas et sous aucun prétexte, disposer de la personne ou des biens d'un indigène, sans son libre consentement.

2° Tout contrat engageant la personne ou les biens d'un indigène doit être individuel et librement contracté.

3° Tout contrat passé avec une collectivité village ou tribu, et concernant le travail ou les biens des indigènes est nul et non avenu.

4° La durée d'un contrat de travail ne peut dans aucun cas et sous aucun prétexte dépasser un an sauf rengagement. Les pénalités prononcées contre un indigène en cas d'infraction à un contrat de travail ne peuvent dépasser quinze jours de prison et 15 francs d'amende.

Jusqu'ici il n'y a pas eu de loi réglementant le travail en général aux colonies. Elles ont toujours été soumises au régime des décrets et arrêtés. Pour l'Indo-Chine cette réglementation a laissé beaucoup à désirer. Il faut arriver au 29 août 1899 pour avoir un arrêté fixant les conditions du travail au Tonkin. Tous les autres qui lui sont antérieurs ne touchent qu'un petit côté de la question.

En effet celui du 5 octobre 1871, le premier en date, réglemente l'introduction des travailleurs étrangers dans la colonie et les mesures de police générale et spéciale à prendre à leur égard. Viennent ensuite les arrêtés :

Du 4 octobre 1879 sur les Asiatiques ou Africains, sujets français s'établissant en Cochinchine.

Du 8 novembre 1880 astreignant au livret les ouvriers ou domestiques asiatiques au service d'Européens domiciliés dans le ressort judiciaire de Saïgon.

Du 8 novembre 1883 réglementant les obligations des maîtres et domestiques de toute nationalité dans les villes de Saïgon et de Cholon.

Du 1<sup>er</sup> octobre 1885 étendant au Tonkin et à l'Annam celui du 8 novembre 1880.

Du 22 juin 1886 rapportant la décision précédente et la complétant.

L'arrêté du 17 août 1896 vise un peu plus directement la main-d'œuvre indigène. Mais avant tout c'est un acte fiscal puisqu'il détermine comment les indigènes employés sur les concessions paieraient l'impôt. Le seul article important est le 7 qui permet la création de villages sur les concessions et favorise ainsi la stabilité de la main-d'œuvre.

Suit un arrêté du 5 novembre 1896 s'occupant de régler le recrutement de la main-d'œuvre en Cochinchine pour les Européens et assimilés qui se livreraient à l'agriculture ou à l'élevage. Il exempte de toute espèce d'impôt ou de corvées les travailleurs indigènes ou asiatiques engagés au service d'Européens. Il les astreint à une carte remplaçant la carte de séjour ou d'identité. Il fut étendu aux autres possessions par l'arrêté du 20 août 1898.

On arrive ainsi à l'arrêté du 26 août 1899 qui avait été réclamé avec insistance par tous les colons. La chambre d'agriculture d'Hanoï avait émis de nombreux vœux demandant une véritable réglementation de main-d'œuvre indigène. Il y eut d'abord un premier projet que repoussa M. Doumer comme trop dur pour les employés. Il admettait des châtiments prévus par le Code annamite qui étaient incompati-

bles avec nos mœurs. Le gouverneur chargea alors le résident supérieur du Tonkin d'en rédiger un second qui fut accepté.

Il est ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — Tout indigène du Tonkin ou Asiatique assimilé, non citoyen français, majeur, de l'un ou de l'autre sexe, travaillant comme domestique ou ouvrier des villes ou des champs, pour le compte d'un Européen ou assimilé, et suivant un engagement verbal ou écrit, sera astreint à se munir d'un livret.

ART. 2. — Le livret a pour but de constater l'identité du titulaire, le village dont il est originaire, ou auquel il se rattache, son dernier domicile, la nature et la durée de l'engagement, le salaire convenu et son mode de paiement. Il équivaut au permis de séjour.

ART. 3. — Les domestiques et ouvriers ne peuvent engager leurs services, que pour une durée d'un an au plus, sauf rengagement ou pour une entreprise déterminée.

Le louage de services, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des deux parties, à condition de prévenir quinze jours à l'avance.

ART. 4. — Aucun indigène de moins de dix-huit ans, de l'un ou de l'autre sexe, ne peut contracter un engagement de travail, ou rompre son engagement

qu'avec le consentement de ses ascendants ou de la personne autorisée à les remplacer.

ART. 5. — Les livrets seront délivrés et visés, en présence de parties, par les commissaires de police à Hanoï et à Haïphong, et par les chefs de province ou leurs délégués, à l'intérieur du Tonkin.

Ils seront revêtus de la signature de l'engagiste et de l'engagé, et au cas où une des parties ne saurait signer, mention en sera faite par le fonctionnaire compétent.

ART. 6. — Les engagements successifs d'un même domestique ou ouvrier, et leur résiliation, seront constatés dans les mêmes formes que la délivrance du livret, et par les mêmes fonctionnaires qui en feront mention sur le livret de l'engagé.

ART. 7. — Tout individu astreint au livret, qui ne pourra le présenter quand il en sera requis, qui résiliera sans motifs légitimes l'engagement par lui consenti, qui, au cas du paragraphe 2 de l'article 3, cessera son service sans prévenir l'engagiste, dans le délai fixé audit article, ou qui, à l'expiration ou à la résiliation de son engagement dûment constatée, désirant ne plus s'employer pour le compte d'un Européen ou assimilé, et rentrer dans son village, n'en fera pas la déclaration à l'un des fonctionnaires énumérés à l'article 5, sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq jours, et d'une amende de 1 à 15 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 8. — Sera passible des mêmes peines, l'engagé qui, au cours de son engagement, par insubordination, refus, faute ou mauvais vouloir, n'aura pas exécuté le travail pour lequel il avait été engagé, sans préjudice de peines plus graves encourues et de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu.

ART. 9. — Tout indigène ou Asiatique assimilé qui, à l'aide de violences, menaces, sollicitations, dons ou promesses, déterminera des domestiques ou ouvriers à abandonner, pendant le cours de leur engagement, l'exploitation, l'atelier, le service de l'engagiste, auquel ils sont attachés, sera puni des peines portées à l'article 7.

ART. 10. — Toute engagiste qui aura à se plaindre de son engagé, pourra le faire conduire au poste de police le plus voisin.

Tout engagé qui aura des sujets de plainte contre son engagiste, pourra en saisir le commissaire de police de Hanoï ou d'Haïphong, ou le président, ou son délégué dans les provinces, lequel, selon les cas, statuera dans la limite de ses attributions ou transmettra la plainte au magistrat compétent.

ART. 11. — Les contestations civiles, relatives à l'inobservation des contrats d'engagement, seront portées au lieu du domicile de l'engagiste, devant le juge de paix, ou les résidents, magistrats, fonctionnaires et officiers, en remplissant les fonctions.

Le juge sera tenu, avant toute citation en justice,

d'appeler les parties en conciliation devant lui, par simple avertissement et sans frais.

ART. 12. — Les infractions au présent arrêté seront aussi jugées par les juges de paix, ou les magistrats officiers ou fonctionnaires en remplissant les fonctions.

ART. 13. — Les amendes et les condamnations aux frais et dépens, prononcées contre les engagés, sont de droit, en cas de non-paiement, converties en journées de travail, au profit du Protectorat, à raison de 0 piastre 20 la journée.

ART. 14. — Le juge, après chaque décision rendue, interpelle le condamné, et l'invite à déclarer s'il entend s'acquitter, et le prévient que faute de ce faire, dans le délai qu'il détermine, sa condamnation sera convertie en journées de travail à moins que l'engagiste ne s'oblige à payer aux lieu et place de l'engagé, auquel cas il sera autorisé à retenir, sur son salaire, la somme par lui avancée pour ce paiement.

ART. 15. — Le temps pendant lequel l'engagé subira sa peine, ne sera pas déduit de la durée de son engagement.

Toutefois en cas de condamnation de l'engagé à l'emprisonnement pour crime ou délits de droit commun, ou au maximum de la même peine, pour infraction au présent arrêté, l'engagement pourra être déclaré résilié, par l'autorité compétente, sur

la demande de l'engagiste. Mention en sera faite sur le livret de l'intéressé.

Cet arrêté fut étendu au Cambodge, à l'Annam et la Cochinchine par arrêté du 5 février 1902.

On voit que cet arrêté donnait aux colons la possibilité de compter sur le travail des indigènes qui volontairement désiraient être employés. Il montrait en outre aux employeurs qu'une juridiction française était à leur disposition et qu'ils ne devaient pas se faire justice eux-mêmes. C'était une réglementation succincte ; mais qui assurait dans une certaine mesure la stabilité de la main-d'œuvre indigène. Elle était tout à l'avantage des colons qui se voyaient seuls protégés par l'administration. Aussi auraient-ils dû être les derniers à se montrer mécontents.

Ce n'est pas ce qui arriva et le nouvel arrêté souleva un tel tolle que M. Doumer alors Gouverneur général disait : « Je crains de ne pouvoir jamais satisfaire les colons européens ; car leurs desiderata ne tendent rien moins qu'à l'établissement sous une forme indirecte d'une sorte de servage indigène, ce que je juge à la fois immoral et dangereux pour notre domination en Indo-Chine. »

Nous avons vu pourquoi les colons agriculteurs ne seront jamais satisfaits de leur main-d'œuvre et il est facile de comprendre, que quelle que soit la réglementation, elle n'en sera pas meilleure. C'est avec de la douceur, de la patience et de la bonne

foi qu'on amènera l'indigène à travailler consciencieusement.

Les colons n'ont cessé cependant depuis 1900 de demander une réglementation complète. Un projet fut élaboré et approuvé par le conseil supérieur de l'Indo-Chine. Transmis au Ministère, il subit quelques modifications et resta dans les cartons. En ce moment le département des colonies prépare un projet de décret. Est-ce l'ancien qui a revu le jour ou un nouveau ? Je n'en sais rien, mais en tout cas je souhaite que l'on se soit inspiré du milieu dans lequel il doit être appliqué : car je suis de l'avis de Montesquieu dans l'*Esprit des Lois* : « Les lois politiques et civiles doivent être relatives au physique du pays, au climat brûlant ou tempéré, à la qualité du terrain, à sa situation, à sa grandeur, au genre de vie des populations qui l'habitent. C'est-à-dire que les institutions doivent être appropriées au milieu vers lequel elles sont appelées à fonctionner. » En effet il est impossible de faire à distance une bonne réglementation. De plus il faut laisser au gouvernement local une certaine latitude et ce serait un tort de faire un décret qui unifierait pour toute l'Indo-Chine les contrats d'engagement. Au sujet de la durée du travail il serait bon que l'article qui s'y rapportera soit semblable à l'article 7 du décret du 28 mai 1907 sur la réglementation du travail à Mayotte et aux Comores qui décide que : « La durée de la journée

de travail est fixée conformément aux usages du pays, par arrêté du gouverneur. »

En été l'on travaille plus qu'en hiver en Indo-Chine où les installations ne sont pas aménagées pour être éclairées. Pendant la récolte du riz c'est un peu comme chez nous au moment des moissons, les ouvriers s'occupent du lever jusqu'au coucher du soleil. Aussi ne puis-je que blâmer un projet de décret qui décidait qu'en Indo-Chine la durée maximum de travail serait de neuf heures.

A titre d'exemple d'une bonne réglementation dont l'auteur s'est inspiré des nécessités du pays nous pouvons citer le projet de décret que M. Boulloche, ancien résident supérieur en Indo-Chine, a rédigé pour cette colonie au Congrès colonial de 1904 :

### *Principes généraux.*

ARTICLE PREMIER. — Une distinction très nette doit être établie entre la réglementation des immigrants et celle des régnicoles qui peut varier suivant les coutumes et l'organisation locales.

ART. 2. — Un contrat de main-d'œuvre n'est valable que s'il est passé devant l'autorité désignée pour recevoir des contrats et en constater la validité.

ART. 3. — Tout contrat de main-d'œuvre doit fixer :  
1° la durée de l'engagement dans la limite du maxi-

mun de temps réglementaire ; 2° le mode de travail et le prix du travail suivant le mode adopté ; 3° l'obligation de se soumettre aux juridictions et pénalités spéciales à la main-d'œuvre pour le règlement de tous différends y relatifs.

ART. 4. — Le contrat de main-d'œuvre doit être rédigé en double, en français et dans la langue de l'engagé, immigrant ou régnicole, et transcrit en tête des livrets remis aux engagés.

ART. 5. — Le prix des livrets, le tarif des droits, impôts et prestations, et, en général, toute imposition à la charge de l'engagiste du fait de ses engagés doivent être établis par décrets ou arrêtés spéciaux à chaque pays pour une durée qui ne pourra être inférieure à trois ans.

### *Réglementation des immigrants.*

ART. 6. — L'immigration ne peut s'effectuer que par les ports terrestres ou maritimes dans lesquels se trouve un dépôt d'immigration dont le tarif journalier est fixé par arrêté local.

ART. 7. — Les immigrants peuvent se présenter soit individuellement, soit en groupes, sous la direction d'un entrepreneur d'immigration.

ART. 8. — Les immigrants, dès leur débarquement, sont conduits au dépôt d'immigration pour y être soumis à la visite sanitaire et aux formalités prévues

par les arrêtés locaux. En cas de non-admission, ils sont renvoyés au pays d'origine aux frais du transporteur.

ART. 9. — Les immigrants, importés à la suite d'engagements contractés dans leur pays d'origine par l'intermédiaire d'un tiers, sont remis aux engagistes après passation de contrats individuels avec chaque engagé, et délivrance des livrets sur lesquels sont portées les avances déjà faites. Un état détaillé comprenant le double des contrats, la liste des engagés et leur situation au point de vue des avances faites, sera envoyée au bureau d'immigration du district dans lequel est situé l'établissement de l'engagiste.

ART. 10. — Les immigrants, isolés ou en groupes, à la recherche d'engagements à contracter, ne seront conservés au dépôt d'immigration que dans la limite de leurs ressources. En cas d'engagement, les formalités prévues à l'article 9 leur sont applicables. Dans le cas contraire, ils seront réexportés au pays d'origine aux frais du transporteur à l'importation.

ART. 11. — Les contrats ne sont valables qu'après approbation en présence des parties et après lecture faite par une commission composée du Directeur du dépôt d'immigration, d'un magistrat, et d'un notable indigène de la nationalité de l'immigrant.

ART. 12. — Les contrats d'engagement, passés avec des immigrants, peuvent avoir une durée de deux ans au maximum. A l'expiration de l'engagement, à

moins de prolongation consentie dans les mêmes formes que le contrat primitif devant une commission locale, l'engagiste est tenu à réexporter à ses frais l'engagé au pays d'origine. Il est exonéré de cette charge si l'engagé, présentant les ressources et les garanties de moralité nécessaires, obtient de l'administration, l'autorisation de s'installer dans le pays.

ART. 13. — La durée du contrat des régnicoles ne peut être supérieure à un an, le contrat est renouvelable suivant les mêmes formes que le contrat primitif.

ART. 14. — Les contrats qui doivent être individuels ne sont valables que s'ils sont approuvés en présence des parties et après lecture faite par une commission composée de l'administratishn du district, président, d'un magistrat, d'un engagiste désigné par les engagistes du district, et d'un notable indigène.

*Dispositions communes aux contrats des immigrants  
et des régnicoles.*

ART. 15. — Les contrats doivent mentionner, p rès indication du mode de travail adopté :

A). — Pour le travail à la journée : le nombre d'heures de travail, le prix de la journée, le nombre de journées de repos, la durée maximum des permissions à accorder.

B). — Pour le travail à la tâche : le mode de décompte qui sera adopté.

C). — Pour le métayage : la part laissée à l'engagé dans la récolte, ainsi que les conditions à lui faites pour user à titre onéreux ou gratuit du bétail ou du matériel de l'engagiste.

ART. 16. — Les livrets remis aux engagés lors de leur engagement devront rester en leur possession et être, au fur et à mesure de chaque opération les concernant, tenus exactement au courant par l'engagiste qui y mentionnera les avances faites, les règlements de compte, les permissions, les maladies, etc. Tous ces renseignements devront être transmis mensuellement par l'engagiste au bureau d'immigration du district chargé de les enregistrer sur le contrôle des engagés. Les inscriptions portées sur les livrets seront en caractères connus de l'engagé.

ART. 17. — Les contrats ne peuvent être approuvés que si l'engagiste est reconnu, par la commission chargée de les examiner, avoir les ressources nécessaires et les installations suffisantes.

ART. 18. — L'engagiste doit les soins médicaux à ses engagés. Tout établissement comptant plus de cinquante engagés doit avoir un médecin indigène disposant d'une infirmerie et des médicaments nécessaires.

ART. 19. — La commission de main-d'œuvre prévue à l'article 4 est chargée de la haute surveillance

des livrets et de la visite des plantations au moins une fois par an, dans le but de s'assurer de la stricte exécution des contrats.

*Pénalités et juridictions spéciales à la main-d'œuvre.*

ART. 20. — L'absence non motivée de plus de cinq jours, le refus du travail et la dissipation des avances faites par l'engagiste, sont passibles pour l'engagé d'une peine d'emprisonnement de cinq jours à un mois ou d'une amende de 10 à 50 francs, non compris les dommages-intérêts qui peuvent être alloués à l'engagiste sur sa demande, et dont le règlement sera déterminé judiciairement, soit par des retenues sur les sommes à payer à l'engagé, soit par une prolongation du contrat au delà du terme fixé, qui ne pourra dépasser trois mois.

ART. 21. — En cas de violation du contrat par un engagiste, le tribunal pourra, soit à la requête de la commission prévue à l'article 14, soit sur la plainte d'un engagé, prononcer une amende de 10 à 100 francs et condamner l'engagiste à des dommages-intérêts, constituant une indemnité équivalente au dommage subi.

Si la violation du contrat doit entraîner sa résiliation, le tribunal peut la prononcer d'office ou à la demande des parties contre l'une ou l'autre, l'indemnité de résiliation, s'il y a lieu, étant à la charge de

la partie aux torts de laquelle la résiliation a été prononcée.

ART. 22. — Sauf, lorsqu'il s'agira de poursuites judiciaires engagées d'office par le ministère public, toutes contestations relatives à la main-d'œuvre doivent, avant d'être portées en justice, être préalablement examinées en conciliation par la commission prévue à l'article 14.

ART. 23. — Tous les délits et contraventions de droit commun, relatifs à l'exécution d'un contrat de main-d'œuvre, ainsi que les infractions prévues aux articles 12 et 20, sont jugés en premier ressort par le tribunal du district qui s'adjoindra pour cette catégorie d'affaires deux assesseurs, l'un, engagiste désigné par les engagistes du ressort, l'autre notable indigène de la nationalité des indigènes en cause et choisi par eux.

Ce projet donnant des garanties aux employés comme aux employeurs ne peut être qu'approuvé. Il s'occupe avec raison de la question de l'immigration qui est connexe à celle de la main-d'œuvre. Enfin la composition du tribunal réglant des différends qu'entraînent les contrats de travail paraît assurer toutes les garanties nécessaires. En effet l'adjonction de notables au courant des habitudes, des lois et des mœurs du pays est une chose excellente. M. Augagneur a institué à Madagascar un tribunal arbitral

composé d'un administrateur et de deux assesseurs : l'un notable français, l'autre notable indigène, qui fonctionne à la satisfaction de tous.

Pour que la justice soit efficace ,il faut qu'elle soit expéditive et peu coûteuse. Si le colon est obligé de faire un long trajet pour un vol parfois insignifiant il préférera ne pas poursuivre et donnera ainsi un encouragement au délit.

## CONCLUSION

Nous avons vu que la main-d'œuvre n'est pas assez abondante puisqu'on recourt à l'immigration chinoise. Mais avec du temps on arrivera à pouvoir s'en passer. Les régions désertes étant garnies d'habitants, la population alors se suffira.

La meilleure manière de peupler notre colonie, c'est d'empêcher de mourir les populations qui s'y trouvent. A notre arrivée en Indo-Chine nous avons supprimé une des causes qui décimaient le plus les indigènes : la guerre. Maintenant nous luttons avec succès contre la maladie. Mais il est impossible d'envoyer en Indo-Chine un nombre de médecins suffisant pour soigner tout le monde. Comme à Madagascar, on va employer des médecins indigènes. Auxiliaires des médecins européens ils les suppléeront et donneront les soins les plus élémentaires. Ils seront parfois plus utiles que les Français ; car, vivant au milieu des populations ils se verront écoutés avec plus d'intérêt et donneront des soins immédiats à des prix moins élevés.

Il est nécessaire qu'ils offrent une certaine sécurité au point de vue de leurs connaissances. C'est pourquoi l'école de médecine indigène créée en 1902 à Hanoï sera d'un grand secours. Un décret du 12 août 1905 réglemente en Cochinchine les conditions d'exercice de la médecine indigène. Il décide que les praticiens indigènes, médecins, sages-femmes sont placés sous l'autorité des administrateurs chefs de province et pour l'exercice de leur art, sous la surveillance et le contrôle du directeur du service de santé et des docteurs en médecine délégués par lui à cet effet.

Les Annamites sont très prolifiques ; mais la mortalité infantile est grande. En 1900, 60 0 0 des nouveau-nés sont morts et en 1905 encore 40 0 0. C'est effrayant et l'on attribue cela d'abord aux méthodes barbares d'accouchement, ensuite à la variole et aux maladies qu'ont les jeunes enfants telle que l'ophtalmie purulente des nouveau-nés. L'école des sages-femmes et la maternité indigène de Cholon vont, espérons-le, remédier à ces nombreux décès.

La force d'expansion de cette race est ainsi très réduite et on peut trouver là une des causes de manque de population. Les affections pulmonaires sont fréquentes, surtout chez les Annamites du delta qui vont dans les régions montagneuses et boisées. C'est ce qui explique la répulsion des indigènes pour la montagne. Il y a une œuvre de régénération de cette race à opérer et l'on aura alors la main-d'œuvre

suffisante. L'alimentation des Annamites est défectueuse et ils ignorent en général les règles les plus élémentaires de l'hygiène. Nous avons vu que l'élevage pouvait être très étendu dans certaines régions (1). Souhaitons qu'il prenne assez d'extension pour que la viande entre dans l'alimentation des indigènes et ne soit pas un luxe. Le riz, le poisson séché et les légumes ne peuvent suffire à faire des hommes vigoureux.

Les œuvres d'assistance sont déjà très nombreuses et de 1902 à 1905 les crédits votés par les assemblées provinciales ont été portés de 42.000 à 124.000 piastres. Ceux de l'assistance publique se sont élevés de 160.000 à 212.000 piastres. Les institutions d'assistance comprennent: des hôpitaux civils, maternités, crèches, orphelinats, asiles de vieillards, hospices pour les incurables, léproseries, etc. Rien qu'en Cochinchine on en compte soixante-dix visitées toutes par les médecins coloniaux. M. Piollet dans son ouvrage sur les Missions catholiques françaises au XIX<sup>e</sup> siècle, raconte que le vicariat apostolique de la Cochinchine occidentale qui est le mieux pourvu, a quatorze hôpitaux et deux dispensaires avec quatorze cents lits. Celui du Cambodge comprend trois hôpitaux et deux cents lits sans compter les léproseries.

1. Sur les hauts plateaux de Lang-Bian on peut faire un élevage important de moutons. De même sur les dunes du littoral.

Il existe des orphelinats de la Sainte-Enfance à Saïgon, Mytho, Vinh-Long, Cu-lao-gien, Sadec, Hué, Hanoï, Vinh, etc. Le gouvernement général a annexé à la nouvelle École de médecine d'Hanoï un hôpital indigène.

L'amélioration des conditions de la vie dans la colonie se poursuit et tout le monde en profitera. Le plan émis par MM. Beau et Rodier en collaboration avec le Conseil colonial de Cochinchine consistant dans l'adduction des eaux fluviales à Saïgon et à l'assainissement de cette ville importante est près d'être mis en action. Cette œuvre n'en restera pas là et il faut souhaiter que cette transformation bienfaisante s'étendra aux provinces et aux postes isolés.

Le gouverneur général M. Beau est tout à fait dans ces idées et il dit dans une circulaire de cette année :

« Il faut lutter contre les maladies contagieuses pour assainir le pays et permettre aux colons une exploitation moins meurtrière du sol et donner à l'indigène des garanties de santé et de bien-être inconnues de lui.

« On a fait des progrès considérables pendant ces dernières années. On a pu lutter efficacement contre la fièvre typhoïde, le paludisme, la peste et le choléra. Mais il faut la collaboration des deux éléments administratif et technique.

« Il faut des cours d'hygiène dans toutes les écoles primaires. Les instituteurs annamites seront de très

bons auxiliaires. Il faut faire de la propagande dans les corps de troupe.

« En travaillant pour les indigènes nous travaillons pour nous puisque ce sont eux qui nous transmettent les maladies. Nous diminuons les chances de contagion.

« Au point de vue économique le jour où nous aurons enrayé la mortalité nous aurons augmenté la population, nos colons trouveront une main-d'œuvre plus abondante et plus vigoureuse leur fournissant un travail supérieur à ce qu'elle leur donne aujourd'hui et ils y trouveront leur bénéfice. »

Tout en cherchant à augmenter la population il ne faut pas perdre de vue qu'il est aussi nécessaire d'accroître sa production en travail. Avec les inventions modernes la quantité n'est pas aussi nécessaire que la qualité. L'emploi des machines économise énormément de bras ; mais il faut avoir des ouvriers aptes à les faire marcher. C'est le but de l'enseignement professionnel. En maniant l'outil, en apprenant le fonctionnement des machines, en constatant les merveilles de notre industrie l'Annamite très observateur comprendra notre civilisation.

Une école professionnelle a été fondée par la Chambre de commerce d'Hanoï en 1899. Son but est de former des mécaniciens, des menuisiers, des tanneurs et même des élèves pour les industries d'art. Il en a été créé une semblable en Cochinchine par

arrêté du 10 août 1904. Les élèves les plus intelligents procureront un corps de contremaîtres qui pourra remplacer ceux qui viennent de France et supportent mal le climat. Du côté de l'agriculture rien n'a été épargné. En 1897 fut créée la Direction de l'Agriculture du Tonkin, ensuite celle de Cochinchine, du Cambodge et de l'Annam. Ces services se virent adjoindre des jardins d'essai. En outre on installa à Saïgon et à Hanoï des laboratoires d'analyses et de recherches agricoles et industrielles. Le service forestier a été très bien organisé.

C'est aussi en donnant aux indigènes plus de bien-être et une entière sécurité pour leurs personnes et leurs biens qu'on arrivera à un bon résultat. Il ne convient pas de prendre des mesures froissant leurs sentiments patriotiques ou religieux si l'on veut en faire des sujets fidèles de la France. Il ne faut sacrifier ni les Européens, ni les indigènes. Une égale équité doit régner. C'est à cette condition que le sang et l'argent de la France n'auront pas été infructueusement prodigués.

## BIBLIOGRAPHIE

- DE LANESSAN. — L'Indo-Chine française. Étude politique, économique et administrative.
- La colonisation française en Indo-Chine.
  - La politique de la France en Extrême-Orient (*Grande Revue*, 1907).
- P. DOUMER. — Situation de l'Indo-Chine (1897-1901).
- RAMBAUD. — La France coloniale.
- COLONEL DIGNET. — Les Annamites.
- PIERRE PASQUIER. — L'Annam d'autrefois.
- ALBÉRIC NETON. — L'Indo-Chine et son avenir économique.
- DUBIEF. — *Rapport sur le budget des colonies* de 1904.
- GIRAN. — Psychologie du peuple annamite.
- ALBERT GAISMAN. — L'œuvre de la France au Tonkin.
- CHAILLEY-BERT. — Colonisation de l'Indo-Chine. — L'expérience anglaise.
- LESEUR. — Cours de législation coloniale, 1904-1905.
- GROS. — Origine de la conquête du Tonkin.
- Comptes rendus des différents congrès coloniaux.
- Conférences faites en 1907 à l'École coloniale.
- Publications du Ministère des colonies* : Les Colonies françaises. Exposition universelle de 1900.
- L'Indo-Chine à l'Exposition coloniale de Marseille, 1906
- Journaux de l'Indo-Chine.
- Ministère des colonies. — Notice à l'usage des émigrants.

Plantations en Annam et au Tonkin à l'usage des émigrants.

*Bulletin économique de l'Indo-Chine.*

*Quinzaine coloniale.*

*Dépêche coloniale illustrée.*

*Dépêche coloniale.*

Atlas SCHRADER et PELET.

## TABLE DES MATIÈRES

|                        | Pages. |
|------------------------|--------|
| Introduction . . . . . | 5      |

### PREMIÈRE PARTIE

#### L'Indo-Chine.

|                                                     |    |
|-----------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — Le territoire, la population. . . . . | 9  |
| CHAPITRE II. — Les productions . . . . .            | 16 |

### DEUXIÈME PARTIE

#### La main-d'œuvre.

|                                                                                             |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| NOTIONS GÉNÉRALES. . . . .                                                                  | 27 |
| CHAPITRE I. — La colonisation et la main-d'œuvre agricole. . . . .                          | 31 |
| CHAPITRE II. — La colonisation et la main-d'œuvre industrielle. Les ouvriers d'art. . . . . | 45 |
| CHAPITRE III. — Les employés de commerce. La main-d'œuvre domestique. . . . .               | 53 |
| CHAPITRE IV. — La-main-d'œuvre publique . . . . .                                           | 58 |

### TROISIÈME PARTIE

|                                    |    |
|------------------------------------|----|
| La main-d'œuvre chinoise . . . . . | 63 |
|------------------------------------|----|

### QUATRIÈME PARTIE

|                                             |       |
|---------------------------------------------|-------|
| Réglementation de la main-d'œuvre . . . . . | 69    |
| Conclusion. . . . .                         | 103   |
| Bibliographie. . . . .                      | , 109 |

